

30 novembre :

La posture adoptée par les acteurs internationaux suite aux élections législatives tenues en Azerbaïdjan le 6 novembre 2005 varie selon leur intérêt stratégique, oscillant ainsi pour les États-Unis entre la sécurisation des approvisionnements stratégiques et la médiation dans la résolution du conflit du Haut-Karabakh, en passant par la coopération bilatérale en matière de sécurité et de contre-terrorisme, la démocratisation et l'instauration d'une économie de marché (Jim Nichol, *Azerbaijan's 2005 Legislative Election: Outcome and Implications for U.S. Interest*. Washington: *CRS Report for Congress*, Code RS 22340, 30 novembre 2005, 6 p.).

Si l'opposition interne azerbaïdjanaise (qui n'a pas mobilisé le soutien de l'opinion publique faute de leader charismatique) exhorte – avec les ONG internationales – l'administration BUSH à ne pas subordonner son intérêt à la démocratisation de l'Azerbaïdjan à ses intérêts stratégiques matériels, tandis que le Congrès souhaite triplement cette démocratisation (l'Azerbaïdjan soutiendrait alors davantage la politique étrangère américaine, stabiliserait la région transcaucasienne et réglerait pacifiquement le conflit du Haut-Karabakh), d'autres acteurs adoptent une posture nuancée :

- ▶ les organisations internationales préconisent d'encourager la démocratisation *via* l'engagement du gouvernement azerbaïdjanais plutôt que la prise de sanctions
- ▶ l'administration BUSH recommande de continuer à soutenir les ONG et les initiatives de la société civile en dépit des échecs gouvernementaux à la démocratisation et tout en attendant les résultats de l'enquête sur la conformité du scrutin aux standards internationaux en matière de processus électoral

Lors du premier des quatre discours sur la transition irakienne prévus d'ici les élections parlementaires du 15 novembre 2005 (George W. Bush, *President Outlines Strategy for Victory in Iraq*, United States Naval Academy, Annapolis, Maryland, 30 novembre 2005), **le président George W. BUSH présente la stratégie politique** ("*isolate*" les éléments ennemis, "*engage*" les éléments hors du processus politique et "*build*" des institutions nationales stables et efficaces), **sécuritaire** ("*clear*" les zones ennemies, "*hold*" les zones libérées de l'ennemi et "*build*" les forces de sécurité irakiennes) **et économique** ("*restore*" l'infrastructure irakienne, "*reform*" l'économie irakienne et "*build*" la capacité des institutions irakiennes) **des États-Unis pour la victoire en Irak**, laquelle est détaillée dans un document intitulé *National Strategy for Victory in Iraq* publié ce jour par le NSC (National Security Council, *National Strategy for Victory in Iraq*, novembre 2005, 35 p.).

La réalisation de quatre objectifs à court terme (progresser dans la lutte contre les terroristes, construire les institutions démocratiques irakiennes, franchir les étapes du processus politique et renforcer les forces de sécurité irakiennes) doit engager les États-Unis sur le chemin de la victoire en Irak, définie comme la réalisation de trois objectifs à moyen terme (instaurer la démocratie, permettre aux forces irakiennes d'assurer la sécurité et réduire la menace ennemie) puis de deux objectifs à long terme (instaurer une nation pacifique, démocratique et unie qui soit un partenaire des États-Unis dans la GWOT). Cette victoire en Irak est d'un intérêt vital pour les États-Unis car l'Irak est le front central de la GWOT et une variable déterminante de l'avenir du GMO. Un échec signifierait que le pays deviendrait un havre pour les terroristes, que les réformateurs du Moyen-Orient ne feraient plus confiance aux États-Unis et que la sécurité et les intérêts américains dans la région seraient menacés par l'entropie communautaro-ethno-religieuse qui s'ensuivrait.

L'édifice de la *NSVI* repose sur huit "piliers stratégiques" : battre les terroristes étrangers et neutraliser l'insurrection, améliorer les capacités sécuritaire et de renseignement des

forces irakiennes, aider l'Irak à devenir un "État libre, fédéral, démocratique, pluraliste et unifié", développer l'économie de marché, renforcer l'État de droit, accroître le soutien international de l'Irak, promouvoir auprès du monde arabe et de la communauté internationale les efforts américains.

Cherchant à remobiliser l'opinion publique et à convaincre de la vision claire de l'administration (cette dernière pense pouvoir remobiliser l'opinion publique en modifiant les critères à l'aune desquels jauger le conflit et en bénéficiant de l'inexistence d'alternatives démocrates), le président rejette le retrait daté des troupes américaines d'Irak qu'il conditionne aux situations politique (progrès du processus politique) et sécuritaire (progrès des forces de sécurité irakiennes) sur le terrain et demande à ses concitoyens – alors que la présence américaine coûte 6 Md\$ par mois – du temps et de la patience ("détermination et résolution continues") pendant l'irakisation du maintien de l'ordre (les prévisions sont 85 000 soldats irakiens entraînés d'ici le 31 décembre 2005 auxquels s'ajouteront 48 000 hommes d'ici mai 2006) contre un ennemi regroupant "rejectionnistes" (arabes sunnites lésés par l'intervention américaine qui peuvent être "engagés"), "Saddamistes" (noyau dur des loyalistes du régime baathiste qui peuvent être "marginalisés") et "terroristes" (liés à – ou se réclamant de – al-Qaida qui peuvent être "nettoyés") qui partagent un objectif à court terme mais divergent dans leurs objectifs à long terme.

Cinq obstacles à l'autonomisation des forces de sécurité irakiennes (donc au transfert des tâches de sécurité de la Force Multinationale aux forces irakiennes) demeurent : l'équipement sub-optimal (dilemme des États-Unis qui hésitent à procurer l'équipement optimal tant sa destination finale peut encore être l'insurrection), le retard dans l'entraînement, la corruption des forces de police, le non respect des droits de l'homme et l'adaptabilité dont fait preuve l'insurrection face à l'efficacité croissante des forces de sécurité irakiennes.

La première critique de la NSVI est amorcée par le leader démocrate du Sénat – Harry REID – qui reproche à M. BUSH de "manquer une nouvelle opportunité d'établir une réelle stratégie pour le succès en Irak". Le sénateur démocrate membre de la Commission des Relations Etrangères Joseph R. BIDEN, s'il relève que le président explicite enfin les fins ("où nous sommes et où nous allons"), opine toutefois qu'il échoue à expliciter les moyens ("comment et quand nous y allons"). Il est souvent reproché au *Commander-in-Chief* de ne pas procurer aux Américains les critères à l'aune desquels jauger les progrès réalisés.

Dans le même temps, la déclaration du leader démocrate de la Chambre des Représentants – Nancy PELOSI – appelant à un retrait rapide des troupes américaines d'Irak (endossant ainsi la position du représentant John P. MURTHA) révèle le clivage intra-démocrate sur la problématique irakienne (le 2nd démocrate de la Chambre – Steny H. HOYER – déclare lui qu'un retrait précipité ferait de l'Irak un havre terroriste ravagé par la guerre civile qui entamerait la sécurité comme la crédibilité des États-Unis) et ravive le déficit de crédibilité ("*credibility gap*") du parti de l'âne en matière de sécurité nationale.

Le moyen-orientaliste Andrew TERRIL et le directeur de l'Institut d'Histoire Militaire de l'Armée Conrad C. CRANE (W. Andrew Terril, Conrad C. Crane, *Precedents, Variables, and Options in Planning a U.S. Military Disengagement Strategy from Iraq*. Carlisle: Strategic Studies Institute, octobre 2005, 67 p.), tout en condamnant l'option du retrait daté des forces américaines d'Irak, avertissent cependant des variables qui contraindront l'amorce d'un retrait dans les trois prochaines années : l'incapacité des forces américaines et irakiennes à réduire définitivement l'insurrection ainsi que la difficulté à construire une police multiethnique et multireligieuse, donc le risque que les milices ethno-religieuses n'assurent le maintien de l'ordre. Les auteurs recommandent d'être prêt au retrait dans des conditions sub-optimales (notamment au regard des

ambitions politiques américaines pour un Irak démocratique) tout en garantissant la mise en place d'un gouvernement irakien légitime même faiblement démocratique.

Le nouvel ambassadeur américain remplaçant Christopher HILL (nommé négociateur en chef pour les *Six-Party Talks*) en Corée du Sud, Alexander **VERSHBOW**, **déclare n'être pas encouragé par la manière dont la Corée du Nord envisage les modalités concrètes de mise en œuvre (procédure de démantèlement et moyens de vérification) de l'accord conclu le 19 septembre 2005** par les membres des *Six-Party Talks* relativement au démantèlement de son programme nucléaire militaire.

M. VERSHBOW se dit par ailleurs préoccupé par les frictions nationalistes entre alliés sud-coréen et japonais des États-Unis qui sont ravivées par les visites annuelles (depuis 2001) du Premier ministre Junichiro KOIZUMI au sanctuaire de Yasukuni.

29 novembre :

Les journalistes du *Los Angeles Times* Mark MAZZETTI et Borzou DARAGAHİ révèlent que **la communication stratégique mise en œuvre par le DoD en Irak brouille la ligne de partage entre information factuelle, campagne de relations publiques de l'armée, propagande et opération psychologique** (Mark Mazzetti, Borzou Daragahi, "U.S. Military Stages Media Offensive in Iraq", *Los Angeles Times*, 29 novembre 2005).

Rédigés par les membres des troupes chargées des "*information operations*" puis traduits en arabe, des articles publiés par certains journaux irakiens contre rémunération ont vocation à apprécier l'image de l'OIF auprès de l'opinion publique autochtone en soulignant la coopération sécuritaire irako-américaine, en dénonçant les insurgés et en rappelant l'effort coalisé de reconstruction.

Des responsables militaires aux États-Unis et en Irak critiquent cette subversion de l'information supervisée par l'"*Information Operations Task Force*" (appartenant au quartier général de la Force Multinationale commandé par le lieutenant général John R. VINES) susceptible – *a contrario* de l'effet recherché – de dégrader la crédibilité de l'outil militaire américain à l'étranger comme aux États-Unis.

Tandis que le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD dénie le qualificatif "insurgés" – selon lui légitimant – aux "forces anti-irakiennes" (les "terroristes" qui sont "ennemis du gouvernement") et déclare à l'occasion d'une conférence de presse au DoD que "quitter [l'Irak] n'est pas une stratégie de sortie" (Donald H. Rumsfeld, *News Briefing with Secretary of Defense Donald Rumsfeld and Gen. Peter Pace*, 29 novembre 2005), le président George W. **BUSH réaffirme à El Paso (Texas) que le retrait des troupes américaines d'Irak serait une erreur**, un mauvais message envoyé aux troupes et à l'ennemi ainsi qu'aux Irakiens (George W. Bush, *President Tours Border, Discusses Immigration Reform in Texas*, El Paso, Texas, 29 novembre 2005).

Une telle décision doit selon lui être dépolitisée et – tout en conservant l'objectif de la victoire – conditionnée par la capacité des forces de sécurité irakiennes telle qu'évaluée par les responsables militaires sur le terrain.

Le journaliste du *New York Times* Brian KNOWLTON souligne que la révélation de l'existence d'un réseau de centres de détention secrets disséminés dans huit pays dont deux d'Europe de l'Est (par lequel la CIA dissimule et externalise depuis le 11/09 la détention et l'interrogation d'individus suspectés de terrorisme et d'appartenance à al-Qaida) est susceptible de **distendre les liens transatlantique et intra-européen** (Brian Knowlton, "EU Warns Members on CIA Camps", *International Herald Tribune*, 29 novembre 2005, pp. 2 et 8) :

- ▶ elle distend le lien transatlantique car elle est un obstacle à la coopération en matière de renseignement (GWOT et partage d'informations) et freine la réconciliation programmée américano-allemande (alors que la visite à Washington du ministre allemand des Affaires étrangères – Frank-Walter STEINMEIR – était censée réconcilier l'Allemagne *post*-Schröder avec les États-Unis, plusieurs partis politiques allemands ont demandé à leur ministre des Affaires étrangères d'exiger des États-Unis des explications sur le réseau)
- ▶ elle distend le lien intra-européen car elle suscite un risque de découplage entre États membres (le Commissaire de la Justice de l'UE – Franco FRATTINI – avertit qu'un État membre impliqué pourrait se voir retirer son droit de vote ; hypothèse de l'implication polonaise) et de remise en cause de candidatures à l'adhésion (hypothèse de l'implication roumaine)

Alors que le ministre britannique des Affaires étrangères Jack STRAW demande par écrit au secrétaire d'État Condoleezza RICE des éclaircissements au sujet du réseau carcéral, l'administration BUSH s'engage à répondre aux questions que lui pose l'UE dans le cadre de son enquête.

28 novembre :

Le secrétaire adjoint à la Défense Gordon R. ENGLAND **signe une nouvelle directive soulignant l'importance de la phase *post*-MCO (*Major Combat Operations*) au cours de laquelle prennent place les SRO (*Stabilization & Reconstruction Operations* auparavant qualifiée "Phase IV Operations" et désormais "*Stability And Support Operations*" – SASO) ayant vocation à entamer le processus de transfert de la souveraineté au nouveau gouvernement légitime par l'aide au développement d'institutions politiques, à l'établissement de l'État de droit et à la ranimation des activités économiques (Department of Defense, *Directive. Military Support for Stability, Security, Transition, and Reconstruction (SSTR)*. N° 3000.05, 28 novembre 2005, 11 p.).**

La directive préconise d'élever les SRO au niveau des MCO par leur intégration à toutes les activités du DoD et la création d'un "*stability operations center*".

A la question posée par Lionel BEEHNER (Council on Foreign Relations – CFR) de savoir quelle est la **meilleure stratégie pour les États-Unis afin de sortir d'Irak**, les réponses de William NASH (CFR), Daniel GOURE (Lexington Institute), Stephen BIDDLE (U.S. Army War College), Andrew KREPINEVICH (Center for Strategic and Budgetary Assessments) et Max BOOT (CFR) couvrent un large spectre des conditions. M. NASH préconise d'abandonner l'objectif de l'instauration d'un Irak pacifique et démocratique pour un retrait graduel tout en maintenant des missions américaines aux frontières et une présence en alerte dans la région du Golfe.

M. GOURE conditionne le retrait à la création d'un gouvernement représentatif, au renforcement des forces de sécurité irakiennes (capables d'étanchéifier les frontières, réduire la criminalité, lutter contre l'insurrection et défendre l'État) et à l'endommagement suffisant de l'insurrection. Il constate d'ores et déjà que cette dernière ne concerne plus que 4 provinces (sunnites) sur les 18 que compte l'Irak.

M. BIDDLE conditionne le retrait à la réalisation d'un compromis ethnique constitutionnellement garanti entre Kurdes, arabes sunnites et arabes chiites qui mette un terme à la guerre civile ethnique.

M. KREPINEVICH conditionne le retrait à une victoire définie en termes de lutte pour le renseignement qui implique de sécuriser la population irakienne et d'éradiquer la corruption qui sape la crédibilité des forces de police.

Enfin M. BOOT conditionne le retrait aux seules conditions objectives de sécurité sur le terrain telles qu'assurées par les forces irakiennes.

Le sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques (Nicholas BURNS), le directeur du renseignement national (John NEGROPONTE) et le conseiller pour la sécurité nationale du vice-président (John HANNAH) rencontrent leurs homologues israéliens (le ministre des Affaires de Jérusalem Tzachi HANEGBI et les directeurs des ministères des Affaires étrangères et de la Défense) pour un **Dialogue Stratégique ayant vocation à renforcer la coopération américano-israélienne** déjà intense.

Les problématiques régionales – plus particulièrement la politique nucléaire d'un gouvernement iranien en voie de radicalisation – ont été évoquées.

Les autorités locales vénézuéliennes de Caracas refusent à cinq représentants américains (dont le président de la Commission des Relations Internationales, le représentant républicain Henry HYDE) **le droit de débarquer** de leur avion pour une rencontre officielle avec des membres de l'Assemblée nationale du Venezuela.

Le DoS condamne la décision du gouvernement du Myanmar de prolonger pour 12 mois la détention à domicile de l'opposante politique – lauréate du Prix Nobel de la Paix – Aung San SUU KYI.

Lors d'une interview accordée à l'*Associated Press*, le *chief of staff* de l'ancien secrétaire d'État Colin POWELL – Lawrence **WILKERSON** – **taxe le président George W. BUSH de négligence dans la planification de l'après-guerre en Irak** ("trop distant des détails") et impute la politique de détention des individus suspectés de terrorisme à l'intersection de la Maison-Blanche et du DoD, c'est-à-dire la "coterie" Richard B. CHENEY – Donald H. RUMSFELD pour laquelle le président des États-Unis est "tout-puissant" et dont M. WILKERSON est désormais convaincu qu'elle a délibérément filtré en 2002-2003 les renseignements minant la justification du déclenchement de l'OIF.

Le porte-parole du DoS Sean **McCORMACK** **confirme que l'ambassadeur américain en Irak – Zalmay KHALILZAD – a été autorisé à contacter les décideurs politiques iraniens** au sujet de "l'émergence d'un Irak démocratique" sans pour autant concéder un progrès dans la relation bilatérale américano-iranienne officiellement suspendue depuis 1979.

Dans une interview accordée au quotidien national *USA Today* (Condoleezza Rice, *Interview With Barbara Slavin and Ray Locker of USA Today*, 28 novembre 2005), le secrétaire d'État Condoleezza **RICE défend la détention indéfinie des individus suspectés de terrorisme** – car la GWOT est une guerre sans précédent consistant à empêcher une attaque massive contre des cibles civiles – et répète que le niveau d'engagement des troupes américaines en Irak pour 2006 sera arrêté (sauf demande expresse du gouvernement irakien souverain) par le président des États-Unis à partir de l'évaluation de la capacité des forces de sécurité irakiennes faite par les responsables militaires sur le terrain.

Le procès de l'ancien président irakien Saddam HUSSEIN, accusé d'avoir ordonné en 1982 l'exécution de 148 chiites originaires de la ville Dujail en représailles d'une tentative d'assassinat, est à nouveau ajourné jusqu'au 5 décembre 2005 afin de permettre à l'équipe de la défense de remplacer deux avocats (l'un assassiné en octobre 2005, l'autre ayant fui l'Irak).

L'ancien secrétaire d'État Madeleine **ALBRIGHT** **déclare avant une conférence aux Émirats Arabes Unis que les États-Unis ne devraient pas soutenir les réformes "feintes" au Moyen-Orient**, celles qui continuent d'exclure du jeu politique les partis

d'opposition islamistes présentés par les gouvernements autoritaires comme anti-démocratiques ou violents par nature.

Le porte-parole du ministre nord-coréen des Affaires étrangères déclare que **les États-Unis devraient indemniser politiquement et économiquement la République Populaire Démocratique de Corée** pour les pertes qu'a occasionné la suspension en 2002 (lorsque les États-Unis accusèrent la Corée du Nord de transgresser l'Accord-Cadre de 1994) du projet de fourniture de réacteurs nucléaires civils à eau légère (*Light-Water Reactors*) en l'échange de l'arrêt de son programme nucléaire militaire.

Le journaliste du *Washington Post* Griff WITTE souligne que le **pic de violence que connaît l'Afghanistan depuis le mois d'août précédant les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005** reflète le changement de tactique et de cible de la part d'insurgés talibans désormais coordonnés bénéficiant du soutien de l'étranger et du transfert d'expérience de l'Irak (9 attentats-suicides), sans pour autant rallier le soutien de la masse afghane (Griff WITTE, "Afghans Confront Surge in Violence", *The Washington Post*, 28 novembre 2005, p. A 01).

Les mois d'octobre (9 soldats tués) et de novembre (7 soldats tués) ont été les plus létaux depuis octobre 2001 pour les troupes américaines conduisant l'OEF.

27 novembre :

Le parti *pro*-Kremlin Russie Unie (fidèle au leader régional Ramzan KADYROV) remporte (60% des voix) les **élections du Parlement bicaméral tchéchène** devant le Parti communiste (13% des voix) et l'union libérale des Forces de Droite (10%). Dénoncées par les rebelles séparatistes réclamant l'indépendance de la province russe, ces élections réinstaurent le Parlement dont la Tchétchénie était privée depuis la législature de l'entre-deux-guerres (1994-96).

L'Operation Iraqi Freedom est le principal sujet des talk shows dominicains qui révèlent le choc entre deux calendriers politiques, celui de l'Irak et celui des États-Unis. Tandis que les sénateurs démocrates Russ FEINGOLD sur ABC ("This Week") et Carl LEVIN sur Fox ("Fox News Sunday") préconisent l'établissement d'un calendrier pour le retrait des troupes américaines d'Irak (lequel montrerait aux Irakiens que les États-Unis n'ont pas l'intention de rester sur leur territoire et inciterait le leadership irakien émergent au compromis politique, c'est-à-dire à la dés-ethnisation de la vie politique ; jusqu'à présent, le seul accord chiito-sunnite a porté sur le retrait à terme des troupes américaines) ainsi que le recentrage de la politique étrangère américaine sur la GWOT, les intervenants des autres chaînes transigent.

Le président de la Commission des Relations Étrangères du Sénat, Richard LUGAR, considère sur Fox ("Fox News Sunday") que l'administration ne doit pas changer sa politique irakienne mais mieux communiquer (sur la conduite d'OIF et ses succès) pour l'expliquer.

S'opposant de même à un retrait daté des troupes américaines, le président de la Commission des Forces Armées du Sénat, John WARNER, recommande aussi sur NBC ("Meet the Press") de remobiliser l'opinion publique en la tenant régulièrement informée des progrès réalisés en Irak et affirme que le niveau d'engagement des forces armées en Irak peut être maintenu en 2006 grâce à la mobilisation de certains segments de l'*US Army* et de la *National Guard* pour mener une lutte contre-insurrectionnelle basique.

Enfin, l'ancien secrétaire d'État Henry KISSINGER et l'ancien conseiller pour la sécurité nationale Zbigniew BRZEZINSKI recommandent sur CNN ("Late Edition") d'élargir la conditionnalité du retrait des troupes aux facteurs politique et économique en plus de

sécuritaire pour le premier et de redéfinir à la baisse les critères actuels du succès dans l'OIF (un Irak démocratique, séculier et pro-occidental) pour le second.

26 novembre :

La dispersion violente par les forces de sécurité azerbaïdjanaise d'une manifestation pacifique de l'opposition politique au président Ilham ALIYEV fait l'objet d'un **communiqué de l'ambassade américaine en Azerbaïdjan dénonçant la violence** et appelant le gouvernement à mener une enquête.

Les forces de la Coalition Multinationale en Irak annoncent le **décès du proche d'Abou Moussab AL-ZARQAWI**, Bilal Mahmoud Awad SHEBAB, tout à la fois secrétaire, courrier et confident du leader d'al-Qaida en Irak, tué lors d'une attaque des forces de la Coalition le 14 octobre 2005 dans la province d'Anbar.

Le dirigeant du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak (parti politique chiite désormais majoritaire au sein du Parlement transitoire qui avait été créé en Iran pour s'opposer à Saddam Hussein), Abdul Aziz **HAKIM**, **exhorte les États-Unis à dépolitiser les problèmes sécuritaires de l'Irak en permettant aux forces de sécurité irakiennes appuyées par les forces paramilitaires factionnelles de réduire militairement les insurgés.**

S'il admet que les forces armées américaines doivent participer à la sécurisation – stabilisation de l'Irak sur invitation de son gouvernement souverain, M. HAKIM n'en critique pas moins la conduite américaine des opérations. Les États-Unis :

- ▶ interfèrent avec les forces des ministères de l'Intérieur et de la Défense en les empêchant de réduire militairement l'insurrection
- ▶ manquent de fermeté contre les États qui hébergent les insurgés et leurs soutiens
- ▶ échouent à procurer des armes efficaces aux forces de sécurité irakiennes (notamment à forte puissance de feu)

Lors d'une intervention télévisée célébrant le 36^{ème} anniversaire de la création de la force paramilitaire Basij (à laquelle participent volontairement 10 millions d'Iraniens soit 10% de la population), le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD dénonce les pressions occidentales contre le programme nucléaire iranien et déclare que le président américain George W. BUSH devrait être jugé pour crimes de guerre** car il a selon lui employé des armes nucléaires et des obus à l'uranium appauvri.

Le journaliste du *Washington Post* Colum LYNCH évoque les **campagnes des candidats à la succession de Kofi ANNAN** au poste de Secrétaire général des Nations Unies à l'achèvement de son second mandat en décembre 2006 (Colum Lynch, "Campaigns to Succeed Annan at U.N. Are Underway, *The Washington Post*, 26 novembre 2005, p. A 22).

Deux gouvernements ont pour le moment officiellement présenté des candidats : le Sri Lanka avance le diplomate Jayantha DHANAPALA et la Thaïlande le Premier ministre adjoint Surakiart SATHIRATHAI (soutenu par l'ASEAN et le groupe asiatique des Nations Unies). Si aucun Asiatique n'a exercé les fonctions de SGNU depuis 1971 (le Birman U THANT), les États-Unis s'opposent à l'idée d'une rotation régionale mécanique pour celui qui doit être nommé par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de Sécurité pour un mandat de cinq ans.

Étant donné l'impératif de réforme de l'organisation universelle, le profil du candidat devra être celui d'un expert en management des organisations.

Les anciens co-présidents de la *task force* bipartisane chargée par le Congrès en 2004-2005 d'étudier les voies de la réforme des Nations Unies – **Newt GINGRICH et George MITCHELL** – **rappellent, après l'échec de la réunion au sommet de l'Assemblée générale (septembre 2005), qu'"une organisation des Nations Unies efficace est dans l'intérêt des États-Unis"** (Newt Gingrich, George Mitchell, "Report Card from America", *International Herald Tribune*, 26 novembre 2005, p. 4).

Pour ce, tout en reconnaissant le caractère processuel (et non événementiel) de la réforme, ils réitèrent leurs recommandations :

- ▶ le couple "responsabilité de protéger" (les droits de l'homme) et prévention du génocide en cas de défaillance étatique (*i.e.* devoir d'intervention)
- ▶ l'abolition de la Commission des droits de l'homme qui serait remplacée par un Conseil des droits de l'homme composé des membres des Nations Unies respectueux des droits de l'homme (*i.e.* démocratiques) ; en l'absence de remplacement de la CDH par un *caucus* des démocraties, les États-Unis pourraient ne pas participer à sa prochaine réunion de mars 2006
- ▶ la reconnaissance du terrorisme et des régimes "hostiles" – tous deux cherchant des ADM – comme la menace numéro 1 à la sécurité et à la paix internationales

Après avoir rappelé la dichotomie entre anti-américanisme structurel et "anti-bushisme" conjoncturel, le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* Roger **COHEN** **dresse une typologie des anti-américanismes faisant des États-Unis le point focal de colères différenciées** (Roger Cohen, "Anti-Americanism is One 'Ism' That Thrives", *The New York Times*, 26 novembre 2005) :

- ▶ anti-américanisme "radical" rejetant les valeurs américaines (islamisme radical de type jihadiste)
- ▶ anti-américanisme "radical-chic" rejetant la mondialisation attribuée aux États-Unis (révolutionnaires d'extrême gauche et altermondialistes)
- ▶ anti-américanisme "social" rejetant le modèle social capitaliste américain (Union européenne)
- ▶ anti-américanisme "souverain", "nationaliste" ou "régional" rejetant l'influence hégémonique des États-Unis (Corée du Nord, Chine, etc.)
- ▶ anti-américanisme "attrape-tout" rejetant à la fois le marché, le libre commerce et une certaine forme de modernité imputés aux États-Unis

Le sénateur démocrate membre de la Commission des Relations Internationales Joseph R. **BIDEN** **justifie le retrait graduelle des troupes américaines d'Irak par leur présence de plus en plus contreproductive** (et perçue comme une occupation) et fixe les trois objectifs des États-Unis pour les six prochains mois (Joseph R. Biden, "Time for An Iraq Timetable", *The Washington Post*, 26 novembre 2005, p. A 25) :

- ▶ parvenir à un compromis politique entre factions irakiennes par deux procédés : accroître l'implication des voisins de l'Irak *via* une stratégie régionale et établir un Groupe de Contact composé de grandes puissances qui serait le principal interlocuteur du gouvernement irakien
- ▶ renforcer le gouvernement irakien et les efforts de reconstruction par deux procédés : réallouer les contrats de reconstruction des multinationales aux autochtones et réduire le chômage (40%), principal réservoir d'insurgés
- ▶ accélérer l'entraînement des forces de sécurité irakiennes par trois procédés : fixer un calendrier des résultats escomptés dans l'entraînement des forces de sécurité irakiennes, impliquer d'autres pays dans la formation (notamment celle des officiers) et formuler une stratégie contre-insurrectionnelle efficace (de type "tâche d'huile" : "*clear, hold and build*")

La présence des troupes américaines en Irak n'échappe pas au dilemme de la transition : d'un côté les troupes américaines doivent être suffisamment nombreuses pour sécuriser l'Irak, de l'autre elles doivent être suffisamment discrètes pour ne pas éveiller l'opposition anti-impérialiste et un sentiment contre l'occupation. Des trois facteurs – la politique intérieure, l'attitude irakienne et les jeux organisationnels – incitant au retrait des troupes américaines, le dernier (le retrait planifié par le DoD devant l'usure des troupes) devrait déterminer la politique effectivement mise en œuvre.

25 novembre :

Le conseiller pour la sécurité nationale du président irakien Jalal TALABANI annonce avoir été contacté par **des groupes islamistes et des groupes d'anciens membres du parti Baath désireux de rejoindre le processus politique** amorcé et soutenu par les États-Unis.

Le parlementaire suisse chargé par le Conseil de l'Europe d'enquêter sur la **localisation sur le territoire européen de centres de détention secrets de la CIA**, Dick MARTY, déclare que des centres restreints – plutôt qu'un vaste centre de type Guantanamo – ne sont pas exclus et que le recours à des images satellitaires l'aidera dans son travail.

Le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshiyar ZEBARI exhorte le Japon à maintenir ses troupes (550 soldats dans le Sud de l'Irak chargés de missions humanitaires et de reconstruction) après l'expiration de leur mandat (14 décembre 2005), alléguant qu'en dépit de progrès sécuritaires irakiens la période *ante-* et *post-* élections parlementaires (15 décembre 2005) exige une présence massive des forces de la coalition dont le retrait précoce créerait un appel d'air pour la violence insurrectionnelle.

Le journaliste du *Washington Post* Bradley GRAHAM rappelle que **la politique de rotation du DoD consistant à synchroniser la fréquence de rotation des généraux à celle de leurs troupes (moins d'un an), et présentée comme ayant vocation à préserver la cohésion de l'unité, est critiquée**, notamment depuis la réaffectation en septembre 2005 à la supervision de l'entraînement des officiers américains à Fort Leavenworth (Kansas) du lieutenant général David PETRAEUS plébiscité pour son travail de formation des forces de sécurité irakiennes pendant 15 mois (Bradley Graham, "Rotation of Top Military Criticized", *The Washington Post*, 25 novembre 2005, p. A 33).

Principalement motivée par le standard de vie désormais exigé par une armée professionnelle de volontaires, cette politique de rotation aurait pour conséquence la déperdition de l'expérience acquise sur le terrain par les responsables militaires.

24 novembre :

Les gouverneurs des États membres de l'agence onusienne AIEA s'accordent pour essayer la proposition russe (l'Iran peut effectuer sur son sol la phase de conversion de l'uranium mais doit externaliser en Russie celle de l'enrichissement) afin de pouvoir reprendre les négociations avec l'Iran sur ses activités nucléaires.

Le sous-secrétaire du Trésor pour le renseignement terroriste et financier Stuart **LEVEY préconise deux actions pour réduire la menace d'un mariage entre terroristes et proliférateurs d'ADM** (Stuart Levey, "Starve WMD proliferators of financing", *International Herald Tribune*, 24 novembre 2005, p. 8) :

- ▶ isoler financièrement les proliférateurs d'ADM afin de réduire leurs capacités et leur autonomie par le gel des avoirs et la prohibition des transactions avec les proliférateurs (fondement juridique : *Executive Order* du président George W.

BUSH de juin 2005 permettant aux États-Unis de désigner les soutiens de la prolifération pour geler leurs avoirs et interdire toute transaction avec eux)

- ▶ internationaliser l'action *via* la communauté internationale afin de couper le cordon financier qui connecte les réseaux proliférateurs au système financier international (fondement juridique : une résolution du CSNU sur le modèle de la 1617 exigeant des membres des Nations Unies qu'ils gèlent les avoirs des soutiens des organisations dans lesquelles al-Qaida ou les Talibans sont impliqués)

Après un long premier mandat obéré par les répercussions du 11/09 et un bref second mandat interrompu par la conjugaison de la gestion critiquée de l'après-Katrina, trois mises en examen (I. Lewis LIBBY, Tom DeLAY et Bill FRIST) et l'érosion du soutien de l'opinion publique à l'OIF, le chroniqueur du *New York Times* Thomas L. FRIEDMAN ("George Bush's third term", *International Herald Tribune*, 24 novembre 2005, p. 9) **recommande au président à l'aube de son "troisième mandat" de recentrer son agenda** (chercher le soutien du centre et non de la seule base conservatrice du GOP) et de résoudre les dossiers de politique intérieure (déficit budgétaire, restructuration de la sécurité sociale et crise énergétique) comme de politique étrangère (déficit de la balance commerciale avec la Chine, réforme du système de l'immigration et changement climatique) qui hypothèquent l'avenir des États-Unis.

23 novembre :

Un rapport du Congressional Research Center (Clay Wilson, *Improvised Explosive Devices in Iraq: Effects and Countermeasures*. Washington: CRS Report for Congress, 23 novembre 2005, 6 p.) souligne que, si les mines et les IED restent les armes de choix des insurgés, **le nouveau mode opératoire de l'insurrection consiste en un "vehicular bomb"** (véhicule explosif conduit par un terroriste suicidaire) combinant la souplesse d'emploi de l'attentat-suicide individuel et la létalité de l'attentat *via* un véhicule explosif.

Le président George W. BUSH **élargit les sanctions économiques de l'Executive Order 13 288 (6 mars 2003) contre le Zimbabwe** en gelant les avoirs de 128 individus et 33 entités réputés "saper les processus ou institutions démocratiques".

Le rapport de l'institut londonien indépendant *Oxford Research Group*, rédigé par Paul ROGERS, soutient que **l'ère de l'Irak comme terrain d'entraînement pour les extrémistes (insurgés néo-salafistes d'origine étrangère) ne fait que commencer**, alors même que le dernier sondage publié par Harris Poll révèle que 63% des personnes interrogées souhaitent le retrait inconditionnel d'Irak des troupes américaines pendant l'année 2006 tandis que 35% conditionne celui-ci aux progrès politiques et militaires réalisés sur le terrain.

L'Union européenne rejette la proposition de l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU – John BOLTON – de retarder l'adoption du budget biennuel onusien (3,6 Md\$ pour l'exercice 2006-2007) jusqu'à l'adoption par la majorité des 191 membres de l'Assemblée générale des réformes préconisées pour l'organisation universelle stricto sensu. L'argument communautaire récuse l'efficacité de la tactique de la conditionnalité.

Le porte-parole de l'US Navy – le lieutenant John GAY – annonce que son armée confirme la pièce maîtresse de sa future flotte (projet de 18 Md\$), le **Destroyer DD(X)**, d'une valeur unitaire de 3,3 Md\$ et dont les caractéristiques sont une moindre "signature acoustique" ainsi qu'un équipage diminué de moitié grâce à l'automatisation, encore

concurrentement développé par Northrop Grumman Corp. et General Dynamics jusqu'à la sélection finale. Le premier DD(X) sera livré en 2012.

Le porte-parole du DoD Bryan **WHITMAN** déclare que son administration planifie différents scénarii pour l'engagement en 2006 des troupes américaines actuellement mobilisées en Irak (155 000 soldats) : du désengagement pour atteindre 100 000 soldats à l'été 2006 jusqu'à l'engagement au niveau du référendum national d'octobre 2005 (161 000), en passant par le maintien ou une légère baisse (138 000) après les élections parlementaires du 15 décembre 2005 en fonction des conditions politiques et sécuritaires locales.

Le chroniqueur de l'*International Herald Tribune* Roger **COHEN** balance – relativement au retrait des troupes américaines mobilisées en Irak – les arguments en faveur (le retrait accélérera la résolution des forces de sécurité irakiennes à la passation de l'autorité militaire, cessera d'alimenter l'insurrection comme la GWOT et soulagera l'armée américaine) et contre (le retrait incitera à la violence terroriste comme intercommunautaire, érodera la crédibilité américaine *i.e.* la sécurité des États-Unis dans l'avenir et avortera le projet de démocratisation du GMO) pour trancher *in fine* dans le sens de l'administration BUSH : le maintien conditionné par la situation sécuritaire irakienne (Roger Cohen, "Murthquake strikes, but Iraq is worth fight", *International Herald Tribune*, 23 novembre 2005, p. 2).

22 novembre :

L'ambassadeur indien à Washington Ronen SEN avertit le Congrès (qui doit modifier la législation afin de permettre le commerce nucléaire civil avec l'Inde, puissance nucléaire *de facto* non membre du TNP) que toute modification du **Partenariat Stratégique Global** signé par le président américain George W. BUSH et le Premier ministre indien Manmohan SINGH le 18 juillet 2005 (prévoyant une coopération nucléaire civile par la fourniture à l'Inde de réacteurs nucléaires civils) remettrait en cause le résultat final.

Le DoS annonce le rétablissement des liens militaires américano-indonésiens (restreints depuis 1991 puis interrompus lors des combats pour l'indépendance de Timor en 1999), c'est-à-dire la levée de l'embargo sur les ventes d'armes, au vu de l'implication de la "3^{ème} plus grande démocratie au monde" – en outre "voix de la modération au sein du monde musulman" – dans la GWOT.

Le DoD annonce la fin de l'*Operation Steel Curtain*, offensive majeure (2 500 soldats américains + 1 000 soldats irakiens) dans la province occidentale d'Anbar près de la frontière irako-syrienne déclenchée le 5 novembre 2005 en vue de réduire la capacité d'al-Qaida en Irak à faire pénétrer des combattants étrangers, de l'argent et du matériel militaire en lui déniait l'aptitude à opérer dans la vallée de l'Euphrate et en établissant une présence sécuritaire permanente américano-irakienne le long de la frontière irako-syrienne. Le bilan s'établit à 139 rebelles et 10 soldats américains tués.

Le sénateur démocrate Barack OBAMA recommande au président George W. BUSH lors d'un discours au *Council on Foreign Relations* de dépolitiser le débat irakien et d'y rétablir le consensus bipartisan en reconnaissant ses erreurs et en exprimant son vœu de travailler avec les deux partis en vue de clarifier la stratégie des États-Unis dans la phase (IV) des opérations de stabilisation et de reconstruction *post*-conflit.

Le sénateur démocrate Joseph R. **BIDEN** rejoint les critiques de la politique irakienne mise en œuvre par l'administration BUSH lors d'un discours au *Council on Foreign Relations*, partageant la "frustration" du représentant John P. MURTHA sans pour autant souscrire à ses prescriptions – c'est-à-dire sans appeler à un calendrier pour le retrait des troupes américaines mobilisées en Irak – mais en abandonnant l'idée d'une augmentation du nombre de soldats.

M. BIDEN exhorte le président George W. BUSH à adopter une posture réaliste reléguant l'idée d'ériger l'Irak en modèle de démocratie pour se fixer trois objectifs semestriels :

- ▶ parvenir à un règlement politique du conflit endossé par les minorités sunnite et kurde ainsi que la majorité chiite
- ▶ assurer la capacité du gouvernement irakien à satisfaire les besoins d'intérêt général (services publics)
- ▶ accélérer l'entraînement des troupes de sécurité irakiennes afin de permettre la passation de l'autorité militaire ("irakisation")

Tandis que le leader suprême iranien – l'Ayatollah Ali **KHAMENEI** – exhorte le président irakien Jalal TALABANI à accepter l'aide de l'Iran pour la sécurisation de son pays tout en demandant le retrait des forces armées américaines "responsables des crimes et actes terroristes en Irak ainsi que de la souffrance et la misère du peuple irakien", le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD** déclare 48h avant la réunion de l'AIEA (24 novembre 2005) que le transfert du dossier nucléaire iranien de l'agence onusienne au CSNU emporterait – conformément au vote du Parlement le 20 novembre 2005 – une double conséquence. L'Iran :

- ▶ mettrait un terme aux inspections onusiennes de ses installations nucléaires
- ▶ reprendrait l'activité d'enrichissement de l'uranium

Le second commandant américain en Irak – le lieutenant général John **VINES** –**déclare que le débat irakien à Washington n'a pas affecté le moral des troupes** – quoique "dérangeant" – mais qu'un retrait immédiat serait "déstabilisant".

Le critère présidant à la décision de retirer les troupes mobilisées en Irak doit selon lui faire prévaloir la situation sécuritaire (les progrès des forces de sécurité irakiennes et ceux du processus politique de réconciliation nationale) sur les considérations d'opportunités politiques.

Dans le cadre d'un redéploiement visant à passer de 160 000 à 100 000 soldats américains mobilisés en Irak d'ici la fin 2006, le DoD planifie le retrait dès janvier 2006 de 3 des 18 brigades engagées (dont une resterait en alerte au Koweït), ce que confirme le secrétaire d'État Condoleezza RICE en déclarant que les États-Unis n'auront peut-être plus besoin longtemps du nombre actuel de troupes en Irak (Condoleezza Rice, *Interview on CNN with John King*, 22 novembre 2005).

Le chercheur à la JFK School of Government d'Harvard Assaf MOGHADAM identifie trois facteurs explicatifs de la **récente mondialisation du terrorisme martyre ou suicidaire** (Assaf Moghadam, "Suicide bombers go global", *International Herald Tribune*, 22 novembre 2005, p. 8) :

- ▶ la dénationalisation des attaques : les cibles comme les objectifs débordent le territoire national de leurs auteurs
- ▶ la déterritorialisation de la motivation : la justification du candidat au suicide réside dans l'humiliation qu'il perçoit chez une population qu'il considère comme celle de ses "frères"

- ▶ la dématérialisation de la mobilisation : le vecteur Internet joue un rôle déterminant dans "l'endoctrinement, l'entraînement et le recrutement" des candidats au martyr

Considérant la présence américaine en Irak comme à la fois solution au (produit de la sécurité) – et partie du (alimente l'insurrection, notamment en constituant l'épicentre du jihadisme international) – problème irakien, les chercheurs **Bill DANVERS** et **Michael O'HANLON** préconisent une stratégie de sortie intercalée entre le retrait immédiat qui enhardirait l'insurrection et le maintien inflexible qui continuerait de l'alimenter (Bill Danvers, Michael O'Hanlon, "Plan a moderate Iraq exit strategy", *The Christian Science Monitor*, 22 novembre 2005).

Cinq principales propositions méritent d'être mentionnées. Les États-Unis devraient :

- ▶ conditionner leur retrait à l'amélioration de la formation et de l'entraînement des troupes irakiennes de sécurité
- ▶ accélérer la réhabilitation des infrastructures, notamment les ministères du gouvernement national
- ▶ convaincre la communauté internationale (UE et ONU) de s'impliquer davantage dans la stabilisation et la reconstruction *post*-conflit
- ▶ réaffirmer qu'ils quitteront l'Irak lorsque son gouvernement l'exigera
- ▶ confirmer qu'ils n'envisagent pas l'installation à long terme de bases militaires sur le territoire irakien

21 novembre :

Le président vénézuélien Hugo **CHAVEZ** souhaite influencer la perception du Venezuela aux États-Unis en actionnant le levier pétrolier ("*petro-diplomacy*") : il envisage de baisser durant l'hiver le coût du pétrole (destiné au chauffage) pour les habitants du Massachusetts à faibles revenus.

Le président iranien Mahmoud **AHMANIDEJAD** déclare soutenir le processus politique irakien en cours ainsi que la souveraineté nationale de l'Irak :

- ▶ d'un côté il s'engage avec le président irakien Jalal TALABANI à renforcer les liens tissés entre des nations qui partagent "une âme en deux corps"
- ▶ de l'autre il récuse les accusations américaines d'ingérence dans les affaires intérieures irakiennes et désigne les États-Unis comme la force d'entrave à la coopération chiite irako-iranienne.

La conférence de réconciliation tenue au Caire (Égypte) entre les formations politiques irakiennes et soutenue par les 22 États membres de la Ligue arabe s'achève par **une demande collective de retrait des troupes étrangères du territoire de l'Irak** selon un calendrier spécifié (exigence sunnite) fonction de l'avancement de la reconstruction des forces de sécurité irakienne (exigence chiite). Le ministre irakien de l'Intérieur Bayan JABR évoque un retrait complet d'ici la fin 2006.

Les États-Unis et l'Union européenne annoncent que le dossier nucléaire iranien ne fera pas jeudi (réunion de l'AIEA) l'objet d'une décision de transfert au CSNU, afin que la Russie ait le temps de dégager un compromis pour la résolution de la crise, mais sera en revanche l'objet d'une déclaration appelant l'Iran à plus de régularité et de transparence sur son programme nucléaire.

Discourant sur le débat irakien à l'American Enterprise Institute, le vice-président Richard D. **CHENEY**, s'il nie toute tentative d'étouffement de la dissension sur l'OIF et la qualifie de légitime, considère en revanche que l'allégation des sénateurs

démocrates – selon laquelle le président aurait instrumentalisé le renseignement disponible en 2003 pour justifier le déclenchement de l'OIF – est un révisionnisme qui "n'a pas sa place dans la politique américaine et encore moins au Sénat des États-Unis".

M. CHENEY contre-attaque doublement :

- ▶ en écartant le retrait imminent des troupes américaines mobilisées en Irak comme une illusion qui serait synonyme de victoire terroriste, inciterait à la violence et hypothéquerait à l'avenir la sécurité des États-Unis
- ▶ en rappelant que la charge de la preuve était inversée en 2003, c'est-à-dire qu'il n'appartenait pas aux États-Unis de démontrer la possession par Saddam HUSSEIN d'ADM mais à ce dernier de prouver leur inexistence

Le leader de la minorité sénatoriale démocrate Harry M. REID qualifie le discours du vice-président d'énorme opportunité manquée par l'administration BUSH afin de préciser et clarifier sa stratégie irakienne.

Le journaliste du *Washington Post* Ellen KNICKMEYER rapporte qu'après avoir dissout les deux piliers de l'Irak de Saddam HUSSEIN (le parti Baath puis l'armée saddamiste composée de 400 000 hommes le 23 mai 2003 par Paul BREMER), **les États-Unis ont rapidement préconisé la réintégration des anciens officiers sunnites afin de reconstruire l'armée irakienne** (Ellen Knickmeyer, "Under U.S. Design, Iraq's New Army Looks a Good Deal Like the Old One", *The Washington Post*, 21 novembre 2005, p. A 01).

Le journaliste souligne le cap symbolique des 100 000 Irakiens entraînés et équipés franchi depuis novembre 2005 (l'objectif américain est 135 000 hommes).

George W. **BUSH entame le premier voyage d'un président américain en Mongolie**, un pays démocratique stratégiquement intercalé entre Chine et Russie et allié dans la GWOT (120 soldats déployés en Irak).

Cette étape achève une tournée asiatique d'une semaine qui, présentée comme une série de dialogues diplomatiques ayant vocation à produire ses fruits ultérieurement, ne se traduit par aucun accord concret que ce soit avec le Japon sur l'interdiction d'importation de viande américaine depuis 2003, avec les dirigeants de l'APEC sur la libéralisation du commerce ou encore avec le gouvernement chinois sur les droits de l'homme.

La journaliste du *Christian Science Monitor* Linda FELDMANN (Linda Feldmann, "Why Iraq war support fell so fast", *The Christian Science Monitor*, 21 novembre 2005) cite le chercheur John E. MUELLER s'étonnant ce que le **soutien de l'opinion publique à l'OIF** se soit érodé si tardivement et l'expliquant par deux facteurs :

- ▶ le rappel fréquent par les décideurs politiques de la connexion entre OIF et GWOT
- ▶ la polarisation politique qui assure au président un noyau dur de supporteurs

L'érosion du soutien à l'intervention admet en revanche comme déterminants l'absence de progrès et de perspective de succès (seules la pacification et la sécurisation de l'Irak pourraient remobiliser le soutien) de même qu'une médiatisation permanente et en temps réel des aspects négatifs de l'OIF (notamment les pertes humaines). M. MUELLER évoque l'émergence d'un "*Iraq Syndrome*" qui – trente ans après la fin de la guerre du Vietnam – façonnera la politique étrangère des États-Unis à venir : moins interventionniste et disposant d'une faible marge de manœuvre face aux menaces nord-coréenne et iranienne.

20 novembre :

Le **progrès enregistré par les Frères Musulmans lors des élections parlementaires égyptiennes** (triplant leur nombre de sièges à 47 sur 444), à la différence des partis d'opposition séculiers soutenus par les États-Unis (5% des voix), incite ces derniers à considérer la démocratisation de l'Égypte contraire à leurs intérêts nationaux et à tempérer leur vœu d'une exigence de stabilité.

Le parlement de l'Iran vote à la quasi-unanimité (183 voix sur 194) une loi obligeant doublement le gouvernement au **cas où le dossier nucléaire iranien serait transféré devant le CSNU**. Le gouvernement devra le cas échéant :

- ▶ interdire le contrôle des sites nucléaires aux inspecteurs de l'AIEA
- ▶ reprendre l'activité d'enrichissement de l'uranium

Le président George W. **BUSH formule trois demandes au président chinois Hu JINTAO** (George W. Bush, *President's Remarks to the Travel Pool in China*, St Regis Hotel, Beijing, People's Republic of China, 20 novembre 2005) :

- ▶ réduire le surplus de la balance commerciale chinoise avec les États-Unis (diminuer les exportations)
- ▶ réformer la politique monétaire (réévaluer le Yuan)
- ▶ et desserrer l'étau des libertés religieuse et politique (notamment la liberté d'expression dans les médias et sur l'Internet)

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE dénonce à ce propos la répression croissante du gouvernement chinois – redoutant une propagation des "révolutions colorées" de l'espace *post-soviétique* (dites "des roses" en Géorgie, "orange" en Ukraine et "des tulipes" au Kazakhstan) – contre les journalistes progressifs, les intellectuels libéraux et les activistes des droits de l'homme.

La problématique irakienne domine les débats politiques (ralentissant ou bloquant les autres dossiers et décomposant le soutien congressionnel du président George W. BUSH) :

- ▶ tandis que le sénateur républicain John MURTHA réitère son vœu d'un retrait immédiat des troupes américaines mobilisées en Irak, conjecturant qu'il sera réalisé avant les *midterm elections* de novembre 2006 (NBC, "Meet the Press"),
...
- ▶ ... et que le sénateur républicain Richard LUGAR exige plus de clarté dans la stratégie irakienne des États-Unis (CBS, "Face the Nation") ...
- ▶ ... le président BUSH exprime son désaccord avec la position du sénateur MURTHA (George W. Bush, *President's Remarks to the Travel Pool in China*, St Regis Hotel, Beijing, People's Republic of China, 20 novembre 2005) ...
- ▶ ... et confie au secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD la tâche d'avertir que les mots "ont des effets" à la fois sur le moral des troupes, la hardiesse de l'ennemi et la détermination des démocrates irakiens (CNN, "Late Edition" et Fox News, "Fox News Sunday")

C'est par cette critique de la conduite de l'OIF que le Congrès met un terme à sa déférence à l'égard du président, escomptant faire osciller le pendule du pouvoir en sa faveur.

Le chroniqueur du *New York Times* Frank **RICH souligne l'effet pervers de la stratégie de l'administration BUSH consistant à connecter la guerre de choix qu'est OIF à la guerre de nécessité qu'est la GWOT** aux fins de légitimation de la première par la seconde : l'érosion du soutien de l'opinion publique à l'intervention en Irak se répercute mécaniquement sur la résolution à lutter contre le terrorisme (Frank Rich, "One War Lost, Another to Go", *The New York Times*, 20 novembre 2005).

D'où le paradoxe d'une administration qui a dans le même temps augmenté l'offre terroriste (l'Irak comme aimant importateur – et base exportatrice – de terrorisme) et réduit la demande anti-terroriste (érosion du soutien de l'opinion publique à la GWOT).

19 novembre :

Le président George W. **BUSH rejette l'idée d'un retrait daté des troupes américaines mobilisées en Irak** – rappelant la formule du Major Général William WEBSTER selon lequel ce serait "une recette pour le désastre" – et déclare que la stratégie des États-Unis – principalement fondée sur le "sobre jugement" du commandement militaire – consiste à demeurer sur l'offensive jusqu'à la victoire complète dans la GWOT livrée contre le "radicalisme islamique" (George W. Bush, *President Addresses Troops at Osan Air Base in Osan, Korea*, Osan Air Base, Osan, Republic of Korea, 19 novembre 2005).

Un attentat-suicide tue 48 personnes assistant aux funérailles d'un chef de tribu chiite à Abu Sayda, localité au Nord de Bagdad, et aggrave le clivage communautaire entre la majorité chiite et la minorité sunnite à trois semaines des élections parlementaires du 15 décembre 2005.

18 novembre :

Tandis qu'une déclaration d'Abou Moussab AL-ZARQAWI justifie sur l'Internet les trois attentats-suicides perpétrés à Amman le 9 novembre 2005, menace le roi Abdallah de Jordanie et avertit ses sujets de nouvelles attaques contre les intérêts occidentaux du royaume, **entre 200 000 et 250 000 Jordaniens manifestent leur réprobation d'un terrorisme indiscriminé** ("sauvage") qui frappe de plus en plus souvent les Musulmans (principalement chiites). Il s'agit d'un précédent dans l'espace public arabo-musulman.

Deux **attentats-suicides** perpétrés contre des mosquées chiites dans la province kurde de Diyala tuent 90 personnes tandis qu'un attentat-suicide perpétré contre un hôtel de Bagdad accueillant des Occidentaux (et revendiqué par al-Qaida en Irak en représailles aux opérations militaires conjointes américano-irakiennes menées dans l'ouest du pays) tue 8 personnes.

Après deux vaines années de rhétorique anti-prolifération à l'égard de l'Iran, **l'administration BUSH endosse la *via media* proposée par la Russie entre besoins iraniens et préoccupations occidentales** : le projet de résolution autorise l'Iran à conserver une partie de son programme de production nucléaire civile (la conversion de l'uranium en UF6) en contrepartie de l'externalisation en Russie de l'étape de l'enrichissement de l'uranium (purification de l'uranium afin qu'il serve de carburant/combustible) avant que cet uranium enrichi ne soit renvoyé en Iran pour alimenter la centrale nucléaire en construction financée par la Russie.

Prenant les démocrates au mot et afin de démontrer *a contrario* le soutien des représentants à l'OIF et au maintien des troupes américaines en Irak, **la Chambre des Représentants majoritairement républicaine introduit, pour la rejeter à la quasi-unanimité (403 contre 3), une résolution demandant le retrait immédiat des troupes**. Les trois représentants ayant voté pour le retrait immédiat sont les démocrates Jose E. SERRANO, Robert WEXLER et Cynthia McKINNEY.

Appliquant à l'Asie sa théorie de l'hégémonie [les grandes puissances s'efforcent d'assurer leur hégémonie sur leur région – tout en entravant l'émergence d'un *hégémon*

dans une autre région (*peer competitor*) par le maintien d'un *balance of powers* régional – en vue de maximiser leur puissance et de dominer le système international], John MEARSHEIMER (John Mearsheimer, "The rise of China will not be peaceful at all", *The Australian*, 18 novembre 2005) déduit que la Chine va tenter de dominer l'Asie – en maximisant le "*power gap*" qui la sépare de ses voisins japonais et russe et en évinçant les États-Unis de la région –, ce qui provoquera la constitution d'une coalition sinophobe composée de ses voisins et menée par les États-Unis, partant accroîtra le **risque de guerre lié à l'émergence de la Chine**.

M. MEARSHEIMER conclut que la "*tragedy of great power politics*" (titre de son ouvrage paru en 2001) réside dans ce caractère belligène de l'émergence.

L'ancien secrétaire à la Défense du président William CLINTON – William S. COHEN – rappelle que les États-Unis ont trois intérêts stratégiques à s'impliquer dans la résolution définitive du conflit israélo-palestinien (William S. Cohen, "A spark for Mideast peace", *International Herald Tribune*, 18 novembre 2005, p. 7). Sa résolution :

- ▶ dénouerait une problématique dont la perception dans la majorité de l'espace arabo-musulman est passionnelle
- ▶ renforcerait la légitimité des États-Unis à combattre les réseaux terroristes
- ▶ mettrait un terme à l'adhésion que suscite l'agenda anti-israélien d'al-Qaida

L'attitude des États-Unis à l'égard de la Chine confirme la mise en œuvre par le DoS d'une stratégie à long terme visant à faire de la RPC un acteur responsable du système international ("*responsible stakeholder*"). La Chine doit pour cela démocratiser son régime à l'intérieur comme à l'extérieur pour satisfaire trois attentes américaines :

- ▶ ne pas bloquer l'action du CSNU au Soudan ou en Iran pour des motifs pétroliers
- ▶ favoriser davantage la résolution de la problématique nucléaire nord-coréenne
- ▶ expliquer la modernisation militaire de son armée à ses voisins asiatiques afin de dissiper les mauvaises perceptions

A l'occasion de leur 5ème rencontre depuis janvier 2005 et avant l'ouverture du forum de l'APEC, le président américain George W. BUSH et le président russe Vladimir POUTINE minimisent les divergences tactiques (la Russie refuse de transférer le dossier nucléaire iranien devant le CSNU, elle ne condamne pas expressément les terrorismes iranien comme syrien et M. POUTINE justifie l'état de la démocratie en Fédération de Russie par les besoins de restauration de l'autorité de l'État et de la dignité nationale) pour valoriser les coopérations dans le cadre de la GWOT, des *Six-Party Talks* et du commerce international (la Russie souhaitant intégrer l'OMC lors du Sommet de Hong-Kong en décembre 2005).

17 novembre :

L'enquête menée par le *Pew Research Center* et le *Council on Foreign Relations* auprès des leaders d'opinion et du public américain en général révèle que les personnes interrogées, marquées par les répercussions de l'OIF et l'anti-américanisme subséquent à travers le monde, souhaitent que les États-Unis adoptent une posture moins interventionniste ou plus isolationniste.

Ce renouveau isolationniste comparable à celui des années 1970 (*post-Vietnam*) et 1990 (*post-guerre du Golfe*) est cependant contrebalancé par le sentiment d'un moindre unilatéralisme, ce qui laisse penser que les leaders d'opinion et le public optent pour la "*via media*" d'un "multilatéralisme interventionniste".

L'impact du couple OIF-GWOT sur les attitudes des leaders comme du public affecte le rôle global souhaité pour les États-Unis dans le monde ainsi que la hiérarchie des menaces perçues (désormais l'Irak, la Corée du Nord puis la Chine).

Trois autres résultats de l'enquête méritent d'être mentionnés :

- ▶ 75% des personnes interrogées souhaitent que les États-Unis partagent leur leadership international
- ▶ 65% pensent que les États-Unis sont moins respectés à travers le monde à cause d'OIF
- ▶ 50% du public général pensent que les États-Unis doivent demeurer la seule superpuissance militaire [ce chiffre doit être ventilé selon les secteurs d'activité/les responsabilités : si 63% des décideurs politiques et 57% des responsables militaires le pensent, seuls 44% des leaders d'opinion médiatiques et 34% des chercheurs (universités et *think tanks*) le pensent]

Le porte-parole du *National Security Council* – Frederick JONES – déclare que le gouvernement américain n'avait pas été informé du **projet du ministre sud-coréen de la Défense de retirer en 2006 le 1/3 des 3 200 soldats mobilisés en Irak** (1 000 sur 3 200) étant donné la moindre ampleur des projets des forces de la coalition pour 2006 et les tendances de la stabilisation et reconstruction *post*-conflit.

Les présidents américain et sud-coréen (George W. BUSH et Roh MOO-HYUN) **minimisent les divergences tactiques pour souligner deux convergences stratégiques**

:

- ▶ l'affirmation qu'une Corée du Nord pourvue d'armes nucléaires s'exposerait à une tolérance zéro
- ▶ le vœu que la signature d'un traité de paix (non un simple armistice) entre les deux Corées clôture le conflit qui les opposa de juin 1950 à juillet 1953

Le représentant démocrate membre de la Commission sur les Forces Armées et vétéran du Vietnam, John **MURTHA**, **exige le retrait immédiat des troupes américaines d'Irak** (lequel prendrait six mois) où le double processus politico-diplomatique doit désormais se substituer aux opérations militaires.

Alors que 63% des personnes interrogées désapprouvent la gestion d'OIF par le président George W. BUSH et que 52% souhaitent le retrait des troupes d'ici décembre 2006 (sondage Gallup), M. MURTHA dénonce la "politique erratique enrobée d'illusion" qui brise une institution militaire dont les forces constituent une source intarissable de cibles pour l'insurrection irakienne. Il considère que les troupes américaines ne sont plus le vecteur de la stabilisation et de la reconstruction en Irak mais le principal obstacle à la stabilité et à l'autodétermination.

Si l'administration accepte désormais de rendre compte des objectifs intermédiaires datés (notamment la formation et l'entraînement des troupes irakiennes) et des moyens employés, elle continue toutefois de s'opposer à la fixation d'un calendrier pour le retrait des forces américaines d'Irak qui renforcerait selon elle la détermination des insurgés.

Le débat sur l'Irak oppose désormais deux logiques :

- ▶ une logique d'héritage façonnée à moyen terme (3 ans) par le président : l'objectif est que l'Irak incarne positivement le legs historique de M. BUSH (le président peut encore pour cela escompter capitaliser sur la dynamique qu'amorceront les élections parlementaires irakiennes du 15 décembre 2005)
- ▶ une logique électorale modelée à court terme (11 mois) par les représentants : l'objectif est que l'Irak ne compromette pas les chances de victoire aux *midterm elections* de novembre 2006

Le président roumain Traian **BASESCU** **annonce que la Roumanie et les États-Unis ont conclu un accord pour l'établissement de bases militaires américaines** en bordure de la Mer Noire.

Vraisemblablement signé dès décembre 2005 par le secrétaire d'État Condoleezza RICE, cet accord servira le redéploiement global des forces armées américaines stationnées à l'étranger en tenant compte du décentrement asiatique des préoccupations stratégiques américaines ainsi que de l'amélioration de la capacité de projection de puissance sur "l'arc de crises" s'étendant de la Côte-d'Ivoire à la Corée du Nord en passant par le Moyen-Orient.

Le journaliste du *Washington Post* Jonathan FINER (Jonathan Finer, "Among Insurgents in Iraq, Few Foreigners Are Found", *The Washington Post*, 17 novembre 2005, p. A 01) rapporte que, si **l'importance de l'élément étranger dans l'insurrection irakienne est estimée entre 4% et 10% de la guérilla** (30 000 hommes), les décideurs politiques et responsables militaires américains comme irakiens n'en continuent pas moins de souligner la capacité de nuisance des jihadistes étrangers (souvent salafistes et en provenance de l'Algérie à 20%, de la Syrie à 18%, du Yémen à 17%, du Soudan à 15% et de l'Égypte à 13%) et de minimiser celle des insurgés nationalistes irakiens (saddamistes ou rejectionnistes irakiens) en raison d'une double fonction légitimatrice :

- ▶ fonction légitimatrice intérieure : délégitimer l'insurrection auprès des masses irakiennes pour légitimer sa réduction
- ▶ fonction légitimatrice extérieure : connecter l'OIF à la GWOT pour mobiliser les opinions publiques internationales

16 novembre :

L'ancien président démocrate William **Clinton déclare à l'Université américaine de Dubaï (Émirats Arabes Unis) que l'invasion de l'Irak par les États-Unis fut une "grossière erreur"** : si elle a permis l'éviction de Saddam HUSSEIN (avril 2003), la ratification de la Constitution irakienne (octobre 2005) et la tenue d'élections parlementaires (décembre 2005), l'intervention n'en est pas moins un échec imputable au manque de planification *post-Saddam HUSSEIN* (stabilisation et reconstruction *post-conflit*), à l'insuffisance des troupes et des équipements (favorisant la porosité des frontières) et à une politique sclérosante de "débaathification" (démantèlement de l'armée irakienne en juin 2003).

Le vice-président Richard D. **CHENEY dénonce devant le *think tank* conservateur *Frontiers of Freedom Institute* les critiques démocrates** (qui allèguent que le président George W. BUSH a instrumentalisé le renseignement disponible en 2003 pour justifier le déclenchement d'OIF) s'engageant dans une attaque "malhonnête et condamnable" à des fins politiques. Cette charge démocrate est d'autant plus irresponsable qu'elle sape le moral des troupes et enhardit l'adversaire.

Le porte-parole du DoD – le lieutenant colonel Barry **VENABLE – reconnaît que l'armée américaine a employé du phosphore blanc** lors de l'offensive contre-insurrectionnelle (bombardements) menée contre la ville de Falloudjha en novembre 2004 mais récusé l'illégalité de son emploi comme son utilisation contre des civils (les États-Unis n'ont pas signé la Convention sur les Armes Conventionnelles de 1980 qui prohibe l'emploi d'armements incendiaires).

Le commandant de la 3^{ème} division d'infanterie responsable de la sécurité de Bagdad – le major général William WEBSTER – exprime le vœu que la résolution votée le 15 novembre, dans laquelle le Sénat souhaite que l'année 2006 soit celle d'une "période de

transition significative vers la pleine souveraineté irakienne" (le Sénat exige que le président rende régulièrement compte au Congrès des progrès réalisés en matière de formation et d'entraînement des troupes irakiennes afin d'envisager l'amorce d'un retrait graduel des troupes américaines d'Irak), ne soit pas déconnectée du **critère de l'empowerment des troupes irakiennes**.

La fixation d'une échéance calendaire faisant abstraction du critère du progrès des troupes irakiennes serait selon le commandant de la *Task Force* une "recette pour le désastre" car elle inciterait les factions insurgées d'Irak à patienter pour mieux s'affronter après le départ américain.

Le président George W. **BUSH doit constater au cours de son voyage le redéploiement global des troupes américaines stationnées en Asie** qui vise à alléger et flexibiliser la structure des forces déployées en transférant une partie des missions sécuritaires régionales aux alliés des États-Unis grâce à l'amélioration de l'interopérabilité des armées et à l'augmentation des opérations conjointes. Sont désormais soulignées la flexibilité, la compétence et la célérité des forces déployées face aux "inconnues asiatiques" (la modernisation militaire de la Chine, la nucléarisation de la Corée du Nord et les frictions régionales liées au pétrole).

Entre 2006 et 2008 les forces américaines stationnées en Corée du Sud doivent ainsi passer de 32 500 à 20 000 (¾ des bases seront fermées) tandis que le nombre de *Marines* stationnés sur l'île japonaise d'Okinawa doit passer de 18 000 à 7 000.

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE déclare à Pusan (Corée du Sud) – avant l'ouverture du Forum de l'*APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation)* – que **la Corée du Nord doit convaincre de son engagement à interrompre son programme d'armes nucléaires**, notamment quant aux modalités concrètes de mise en œuvre (procédure de démantèlement et moyens de vérification) de l'accord conclu le 19 septembre 2005 par les membres des *Six-Party Talks*.

Le président George W. **BUSH s'efforce de trouver un équilibre délicat entre la promotion de la démocratie et la préservation des intérêts nationaux américains en Asie**, notamment économiques (George W. Bush, *President Discusses Freedom and Democracy in Kyoto*, Kyoto Kaikan, Kyoto, Japan, 16 novembre 2005). Ventilant les modèles (Corée du Sud, Japon et Taiwan) des contre-modèles (Corée du Nord et Birmanie) asiatiques en matière de liberté, le président américain demande aux États de la région de promouvoir dans leur intérêt cette "valeur asiatique" qui est le soubassement de l'engagement des États-Unis dans la région en général et de l'amitié américano-japonaise en particulier.

Relativement au Japon, le président américain n'évoque ni le vœu japonais de retirer les Forces d'Auto-Défense (forces terrestres non combattantes) d'Irak au cours du premier semestre 2006 tout en y conservant des moyens aériens logistiques, ni l'affirmation du nationalisme japonais (visite annuelle du Premier ministre au sanctuaire de Yasukuni à Tokyo). Le Premier ministre japonais Junichiro KOIZUMI récuse de son côté la critique selon laquelle le tropisme américain du Japon s'opère aux dépens de la coopération asiatique en défendant une politique de rapprochement de l'archipel avec ses voisins qui passerait précisément par le renforcement de ses liens avec les États-Unis.

Relativement à la Chine, M. BUSH maintient la politique étrangère américaine qui concilie "*one-China policy*" (la croyance selon laquelle le *statu quo* ne doit pas être unilatéralement remis en cause par une partie) et défense de Taiwan en cas d'agression militaire puis compare la société chinoise libre de l'île rebelle à celle réprimée du continent pour considérer que la Chine – intercalée entre les sociétés libres et ouvertes et

leurs contraires – doit dans son intérêt (devenir une nation "moderne, prospère et confiante") achever le "voyage" qu'elle a entamé sur le chemin de la liberté.

15 novembre :

A l'occasion du vote à l'unanimité de la loi d'autorisation budgétaire pour la défense (491,6 Md\$ sont alloués au DoD ; 50 Md\$ supplémentaires devraient être alloués au titre de l'OIF et de l'OEF), **le Sénat adopte par 79 voix contre 19 une résolution non contraignante formulant deux demandes relativement à la conduite de l'OIF :**

- ▶ que les Irakiens commencent à prendre en charge leur propre sécurité à partir de 2006 (année qui doit être "une période de transition significative vers la pleine souveraineté irakienne") afin d'envisager l'amorce d'un retrait graduel des troupes américaines d'Irak
- ▶ que le président américain rende compte à échéance régulière (rapport déclassifié de la Maison-Blanche au Congrès tous les 90 jours) des progrès réalisés en matière de formation et d'entraînement des troupes irakiennes

Le journaliste du *Washington Post* Dan BALZ considère que l'amendement marque un revirement implicite dans la perception de la guerre par les sénateurs républicains à 11 mois des *midterm elections* et alors qu'augmente l'anxiété de l'opinion publique (Dan Balz, "Tide Turning in GOP Senators' War View", *The Washington Post*, 16 novembre 2005, p. A 06). Les réactions du Sénat – de la politique de détention des combattants ennemis (interdiction de la torture et demande de responsabilité sur le réseau de centres de détention secrets) à la stratégie dans la conduite d'OIF – mettent un terme à la déférence du législatif pour l'exécutif.

La Chambre haute rejette en revanche (58 voix contre 40) la résolution démocrate exigeant du président qu'il soumette un plan daté pour le retrait des troupes.

Le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD soutient le président George W. BUSH dans sa riposte aux critiques démocrates** (qui lui reprochent d'avoir instrumentalisé le renseignement disponible en 2003 – donc d'avoir trompé – pour justifier le déclenchement d'OIF) en rappelant non seulement le jugement partagé par la communauté du renseignement et les démocrates sur la menace irakienne lors du déclenchement de l'OIF en 2003 mais encore l'identification par les démocrates au cours des deux mandats de Bill CLINTON de la menace posée par Saddam HUSSEIN (notamment l'*Iraq Liberation Act* du 17 octobre 1998 faisant du *regime change* en Irak un objectif de la politique étrangère américaine).

Il dénonce la "réécriture de l'histoire" que tentent ceux qui politisent le conflit alors même que le centre de gravité de la *GWOT* réside dans la résolution des opinions publiques des États membres de la coalition (Donald H. Rumsfeld, *Secretary Rumsfeld Radio Interview with Sean Hannity Show*, 15 novembre 2005).

Alors que l'Autorité Palestinienne et Israël n'étaient pas parvenus à capitaliser sur le retrait unilatéral israélien de la Bande de Gaza (BdG) en septembre 2005 et qu'Israël avait gardé depuis le contrôle des frontières, de l'espace aérien et des eaux territoriales de la BdG, le secrétaire d'État Condoleezza **RICE annonce la conclusion d'un accord israélo-palestinien favorisant la libre circulation des Palestiniens** à partir et à destination de la BdG dont l'accessibilité conditionne le développement économique : le point de passage de Rafah à la frontière palestinienne-égyptienne doit rouvrir le 25 novembre 2005 en contrepartie du contrôle par Israël du transit des personnes et des biens au moyen d'un système de surveillance vidéo.

Mme RICE a pris conscience de ce que le progrès du processus de paix israélo-palestinien implique l'engagement personnel des tierces parties.

Une explosion devant un restaurant franchisé d'une marque américaine dans la capitale pakistanaise Karachi tue 3 personnes et en blesse 15.

Le président George W. BUSH entame une tournée d'une semaine en Asie (Japon, Corée du Sud, Chine puis Mongolie) dont les principaux dossiers seront la Corée du Nord, les relations commerciales (rencontre des dirigeants des États membres de l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* les 18 et 19 novembre 2005), la grippe aviaire et l'affirmation des nationalismes asiatiques (plus généralement les héritages conflictuels de la 2nde Guerre mondiale).

Tirailé à l'égard de la Chine entre deux courants du *Grand Old Party* (les néo-conservateurs et conservateurs chrétiens souhaitent promouvoir les droits de l'homme et les libertés religieuses en dénonçant la Chine au sein de la communauté internationale tandis que les conservateurs économiques souhaitent saisir les opportunités économiques en intégrant la Chine au sein de la communauté internationale), et au moment où l'économie (le commerce bilatéral s'élève à 230 Md\$ par an) comme la politique (Washington compte sur Beijing pour convaincre Pyongyang d'abandonner son programme d'armes nucléaires ; le centre de gravité des politiques étrangères des États de l'Asie du Sud-Est se déplace des États-Unis à la Chine) incitent à la coopération, M. BUSH devrait déployer une stratégie de "*congame*" (contraction de *containment* et *engagement*), c'est-à-dire un réalisme pragmatique recherchant le changement graduel du pays qui, de "compétiteur stratégique", est devenu allié dans la *GWOT* à la faveur de la recomposition des alliances *post-11/09* et entretient désormais avec les États-Unis des "*mixed relationships*" (la modernisation militaire de la *People's Liberation Army* – création d'une armée moderne au sein de la *PLA* représentant 15% de ses effectifs, création d'une base industrielle de technologie et de défense – est différemment perçue). D'aucuns s'interrogent sur la marge de manœuvre internationale du président américain fixé par la stabilisation de l'Irak et faisant face à des difficultés domestiques (*lame-duck presidency?*). M. BUSH n'est pas parvenu à un accord de négociations sur le *FTAA*, il n'a pas convaincu l'AIEA de transférer le dossier du nucléaire iranien au CSNU, la quatrième session des *Six-Party Talks* a été un échec et il n'a su empêcher les alliés européens de se joindre au groupe des États réclamant un contrôle administratif d'Internet. S'il peine à simultanément stabiliser l'Irak, déstabiliser la Syrie et dénucléariser l'Iran et la Corée du Nord (lesquels ne redoutent plus d'action préventive), le président américain n'en conserve pas moins la capacité de remobiliser les soutiens, en saisissant notamment les nouvelles dynamiques enclenchées par les propos du président iranien le 26 octobre 2005 et les attentats en Jordanie le 10 novembre 2005.

14 novembre :

Le président George W. BUSH riposte aux critiques démocrates (George W. Bush, *President Delivers Remarks at Elmendorf AFB on War on Terror*, Hangar One, Elmendorf Air Force Base, Anchorage, Alaska, 14 novembre 2005) qui, après l'avoir soutenu, lui reprochent désormais d'avoir instrumentalisé le renseignement disponible en 2003 pour les induire en erreur et justifier le déclenchement d'OIF, en qualifiant leur volonté de "réécrire l'histoire" d'attitude "irresponsable" envoyant un signal "ambiguë" aux troupes et à l'ennemi.

Les forces armées américaines et irakiennes amplifient leur offensive dans le cadre de l'Operation Steel Curtain, offensive majeure (2 500 soldats américains + 1 000 soldats irakiens) déclenchée le 5 novembre 2005 dans la province occidentale d'Anbar près de la frontière irako-syrienne visant à réduire la capacité d'al-Qaida en Irak à faire pénétrer des combattants étrangers, de l'argent et du matériel militaire en lui déniait

l'aptitude à opérer dans la vallée de l'Euphrate et en établissant une présence sécuritaire permanente américano-irakienne le long de la frontière irako-syrienne.

La Commission bipartisane établie par le Congrès pour enquêter sur les attaques du 11 septembre 2001 continue de travailler sur la mise en œuvre des recommandations formulées en juillet 2004 (*9/11 Public Discourse Project*) et publie un rapport dénonçant les faibles progrès enregistrés dans la lutte contre la prolifération des ADM (sécurisation insuffisante des anciens arsenaux nucléaires soviétiques stockés en Russie), l'efficacité de la politique étrangère (l'érosion du consensus bipartisan alimente l'inefficacité de la politique étrangère américaine) ou la diplomatie publique (l'utilisation d'un réseau de centres de détentions secrets et les abus de détenus à Guantanamo et Abou Ghraïb dégradent l'image des États-Unis comme leader moral).

Le ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr **MOTTAKI** déclare après un **entretien avec le président syrien Bachar AL-ASSAD à Damas que l'Irak soutient la Syrie** dans son attitude à l'égard de la Commission d'Enquête Internationale Indépendante menée par Detlev MEHLIS et qu'il appelle à s'opposer aux "douteuses manœuvres de domination" des États-Unis au Moyen-Orient.

Le secrétaire d'État assistant pour les affaires européennes et eurasiennes Daniel **FRIED** **déclare que les États européens qui s'étaient opposés au déclenchement d'OIF en 2003 pourraient désormais aider davantage l'Irak** en reconnaissant la légitimité comme le caractère démocratique de son gouvernement et en soutenant son peuple. Il exhorte également l'UE à assumer ses responsabilités à l'égard des 10 millions de citoyens biélorusses victimes de la répression de la dissidence, de la manipulation électorale et du dirigisme économique en se joignant aux États-Unis dans le combat contre la "dernière dictature d'Europe" du président Alexandre LOUKACHENKO.

Le secrétaire d'État Condoleezza RICE déclare qu'un **accord entre Israël et l'Autorité Palestinienne sur la liberté de circulation** des Palestiniens entre la Bande de Gaza et l'extérieur est imminent.

13 novembre :

Le conseiller pour la sécurité nationale Stephen J. **HADLEY** **admet que l'administration BUSH s'est trompée sur l'existence d'ADM en Irak mais récuse les allégations – principalement démocrates – selon lesquelles le président américain aurait instrumentalisé le renseignement disponible** afin de justifier le déclenchement de l'OIF (*CNN*, "Late Edition"). Pour conclure à la détention par le régime irakien d'ADM, M. HADLEY soutient que M. BUSH s'est fondé sur le jugement partagé en 2003 par la communauté du renseignement et que sa décision d'attaquer l'Irak ne saurait dès lors lui être reprochée.

Le président du Parti Démocrate Howard DEAN reproche (*NBC*, "Meet the Press") en revanche au président d'avoir induit l'Amérique en erreur lorsqu'il décida le recours à la force armée et conteste deux affirmations présidentielles :

- ▶ l'affirmation selon laquelle le Congrès a bénéficié du même renseignement que le président
- ▶ l'affirmation selon laquelle deux Commissions (notamment le Rapport publié en mars 2005 par la *Commission on the Intelligence Capabilities of the United States Regarding Weapons of Mass Destruction*) n'ont trouvé aucune preuve de politisation de la collecte du renseignement comme de son administration (la Commission chargée d'enquêter sur l'éventuelle politisation du renseignement n'a effectivement pas encore publié son rapport)

La majorité républicaine soutient le président George W. BUSH comme l'illustre le sénateur John McCain qui, s'il reconnaît (CBS, "Face the Nation") la légitimité de la critique démocrate, récuse en revanche l'allégation selon laquelle M. BUSH aurait instrumentalisé le renseignement pour justifier le déclenchement d'OIF.

Une **seconde manifestation de masse de l'opposition azerbaïdjanaise** rassemble 20000 personnes réclamant l'annulation des élections législatives du 6 novembre 2005 marquées par la transgression des standards électoraux internationaux.

L'opposition est cependant peu soutenue par des pays occidentaux ayant intérêt à la stabilité car misant sur les ressources énergétiques du bassin caspien : si l'OSCE a par exemple reconnu l'existence de fraudes caractérisées lors du déroulement du scrutin, le Conseil de l'Europe n'en conclut pas qu'un nouveau scrutin doit être organisé mais que les responsables des fraudes doivent être sanctionnés.

Les États-Unis et l'Arabie Saoudite entament un Dialogue Stratégique ayant vocation à favoriser la coopération (rencontres semestrielles de haut niveau) dans six domaines : le contre-terrorisme, les affaires militaires, l'énergie, le commerce, l'éducation et le développement humain, et les affaires consulaires.

Le conseiller pour la sécurité nationale de l'Irak – Mawaffaq AL-RUBAIE – affirme que **les candidats à l'attentat-suicide sur le territoire irakien** sont des Arabes ayant généralement la nationalité saoudienne et pénétrant en Irak à 90% *via* la Syrie qu'il accuse d'abriter des camps d'entraînement terroristes.

Nicholas D. **KRISTOF dénonce à la fois l'appel au retrait des troupes américaines d'Irak et la continuation de l'actuelle conduite des opérations** (Nicholas D. Kristof, "The Exit from Iraq", *The New York Times*, 13 novembre 2005).

D'un côté il dresse la liste des effets pervers qu'occasionnerait l'abandon de l'Irak : le basculement vers un État "théocratique", l'emprise iranienne croissante, la mise en place d'un havre d'entraînement terroriste sur le modèle de l'Afghanistan des Talibans, la déstabilisation de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite, l'indépendance du Kurdistan et l'éventuelle intervention de la Turquie, ou encore le renforcement de l'image d'une Amérique dépourvue de résolution.

De l'autre côté il dresse la liste des dysfonctions qu'occasionne la présence américaine en Irak : elle insécurise autant qu'elle sécurise, suscite des antagonistes intercommunautaires, attire les terroristes désireux de s'aguerrir et alimente l'image impérialiste américaine.

Le secrétaire d'État Condoleezza **RICE entame un voyage en Israël et dans la Bande de Gaza destiné à redynamiser le processus de paix israélo-palestinien** en appelant les parties à capitaliser sur la nouvelle dynamique augurée par le retrait de la Bande de Gaza et en leur rappelant les obligations qui découlent de la feuille de route :

- ▶ pour l'Autorité Palestinienne (AP), rétablir la sécurité (réprimer les groupes activistes) et filtrer les candidatures aux élections législatives de janvier 2006
- ▶ pour Israël, poursuivre les efforts de paix après le retrait de la Bande de Gaza (soutenir l'AP à l'approche des élections de janvier 2006) et faciliter le désenclavement économique de cette dernière

En route pour Israël et après l'échec de la conférence sur la réforme du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le secrétaire d'État Condoleezza RICE reconnaît que les États-Unis sont conscients de la difficulté qu'il y a à promouvoir la démocratie dans la région du Moyen-Orient et condamne le leadership iranien pour avoir appelé le 26 octobre 2005 à "effacer Israël de la carte", ce qu'aucune nation civilisée ne saurait suggérer.

Si l'ancien candidat démocrate à la vice-présidence en 2004 John **EDWARDS reconnaît avoir commis une erreur en votant pour le recours à la force armée en 2002**, il l'impute à un renseignement alors "manipulé pour servir un agenda politique" et endosse sa responsabilité pour mieux critiquer le défaut de "leadership moral" chez un président qui ne dit pas la vérité et ne reconnaît pas ses erreurs (John Edwards, "The Right Way in Iraq", *The Washington Post*, 13 novembre 2005, p. B 07).

M. EDWARDS dresse la liste des échecs de l'avant-guerre (faillite de la diplomatie, insuffisance des troupes et des équipements initialement mobilisés, défaut de stratégie de stabilisation ou *nation-building*) puis de la conduite des opérations (dépenses budgétaires occasionnées par la guerre, difficultés accrues à combattre les organisations terroristes et constitution d'un havre terroriste en Irak) mais ne préconise pas pour autant le retrait immédiat des troupes d'Irak. Celles-ci ne doivent quitter le territoire irakien qu'après être parvenu au "succès" défini non pas comme une "démocratie jeffersonienne" mais un Irak "relativement stable, largement autosuffisant, comparativement ouvert et libre et s'autodéterminant".

L'ancien sénateur démocrate fixe trois objectifs en vue de ce succès :

- ▶ réduire la présence américaine en Irak (notamment celle des entreprises américaines qui alimentent l'image impérialiste des États-Unis)
- ▶ édifier les capacités irakiennes (notamment un plan énonçant expressément des objectifs quantifiés et datés)
- ▶ impliquer les membres de la communauté internationale pour qu'ils assument leurs responsabilités en Irak (renouer avec le processus diplomatique afin de créer un "front international uni" pour l'Irak)

12 novembre :

A l'occasion de sa première visite en Irak depuis le déclenchement d'OIF, le secrétaire général des Nations Unies Kofi **ANNAN exhorte les différents groupes ethniques et religieux Irakiens** à entamer un processus de réconciliation.

Les **résultats des élections législatives** (249 sièges de la *Wolesi Jirga*) et **provinciales** (34 provinces) **afghanes du 18 septembre 2005** attribuent la victoire aux supporters du président Amid **KARZAI** dont le gouvernement dispose ainsi d'une majorité parlementaire.

La **conférence sur la réforme du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord** (*Forum for the Future*) organisée à Bahreïn à l'initiative des États-Unis dans le cadre du *BMENA* (*Broader Middle-East and North Africa Initiative*) s'achève par un constat d'échec : aucun document sur la promotion des réformes politique et économique dans la région n'est signé.

Le secrétaire d'État Condoleezza **RICE** constate dans son discours le contexte changé du Moyen-Orient (décision de la Libye d'abandonner son programme d'ADM, retrait de la Syrie du Liban, éviction de Saddam **HUSSEIN** d'Irak, mort de Yasser **ARAFAT**, retrait israélien de la Bande de Gaza et tentatives de réformes en Arabie Saoudite et en Égypte) mais dénonce le bilan de la Syrie en matière de droits de l'homme (notamment la détention arbitraire d'activistes des droits de l'homme), souligne l'isolement international d'une Syrie non coopérante avec les enquêteurs des Nations Unies et rappelle que les États-Unis continueront de soutenir "les aspirations du peuple syrien à la liberté, la démocratie et la justice dans le cadre d'un État de droit".

Un **raid taliban contre un commissariat de police** dans la province de Khost (frontière afghano-pakistanaise orientale) tue un officier et en blesse quatre.

11 novembre :

Dans un contexte politique défavorable (critique de la gestion *post*-Katrina, échec de la nomination de Harriet MIERS, mise en examen de I. Lewis LIBBY et sondages révélant que 64% des personnes interrogées désapprouvent la gestion d'*OIF* tandis que 60% pensent qu'elle ne méritait pas d'être livrée) à 12 mois des *midterm elections*, et parce que la problématique irakienne aime les stratégies politiques des contempteurs de la présidence républicaine, le président George W. **BUSH réagit aux charges démocrates qui visent à redéfinir la manière dont l'OIF fut déclenchée** (George W. Bush, *President Commemorates Veterans Day, Discusses War on Terror*, Tobyhanna Army Depot, Tobyhanna, Pennsylvanie, 11 novembre 2005).

Alors que le sénateur démocrate John KERRY lui reproche de "jouer la politique de la peur", le chef des armées réplique que les enjeux de la *GWOT*, l'intérêt national américain et le moral des troupes engagées en Irak interdisent aux hommes politiques de déployer des stratégies de décrédibilisation du pouvoir exécutif et exigent d'eux le soutien aux forces armées. S'il admet comme légitime la critique de sa conduite des opérations, le président considère comme "profondément irresponsable" de réécrire l'histoire de leur déclenchement (tenter de démontrer que l'administration a instrumentalisé le renseignement pour justifier le déclenchement d'*OIF*) pour trois raisons :

- ▶ cette charge méprise l'histoire puisque non seulement l'enquête bipartite du Sénat a conclu en 2005 à l'absence de politisation du renseignement mais encore les agences de renseignement à travers le monde, les Nations Unies ainsi que la majorité des démocrates avaient approuvé en 2002 l'évaluation de la menace posée par Saddam HUSSEIN
- ▶ cette charge signale aux troupes un défaut de soutien
- ▶ cette charge signale à l'ennemi un défaut de volonté

La quatrième session des Six-Party Talks est ajournée sans que des progrès substantiels ne soient réalisés si ce n'est reprendre les négociations "le plus tôt possible".

Le sénateur démocrate Joseph R. **BIDEN exhorte l'administration BUSH à renforcer son *earthquake diplomacy* à destination du Cachemire pakistanais** sinistré le 8 octobre 2005 (Joseph R. Biden, "Wise investment in war on terror", *The Washington Times*, 11 novembre 2005) en arguant des bénéfices que les États-Unis ont retiré – en terme d'image auprès de la population – de l'aide *post*-tsunami offerte à l'Indonésie.

Cette *disaster diplomacy* doit empêcher les groupes radicaux islamistes (*Jamaat ul-Dawa*) de capitaliser sur l'aide caritative qu'ils procurent à la société pakistanaise et favoriser l'adhésion des cœurs et des esprits ("*winning hearts and minds*").

Le secrétaire d'État Condoleezza **RICE effectue un voyage en Irak** (non inscrit à son agenda public) **afin d'inspecter les efforts de stabilisation américains et de jauger – pour surmonter – l'état des tensions intercommunautaires** entre la minorité sunnite et le gouvernement majoritairement chiite et kurde un mois avant les élections législatives du 15 décembre 2005. L'Assemblée nationale irakienne élue formera le gouvernement irakien pour quatre ans et disposera du pouvoir constituant dérivé (possibilité d'amender la Constitution).

Surmonter les tensions intercommunautaires et insérer la minorité sunnite dans le jeu politique doit permettre selon la stratégie américaine de tarir le réservoir insurrectionnel et de stabiliser l'Irak (la politisation est réputée permettre de séparer le bon grain – insurgés nationalistes irakiens – de l'ivraie – jihadistes étrangers) afin d'entamer la phase

finale de la transition politique sous égide américaine et d'amorcer le retrait graduel des troupes américaines.

Les tensions intercommunautaires sont illustrées par l'attentat-suicide revendiqué par al-Qaida en Irak (en représailles aux sunnites tués lors de l'opération militaire américano-irakienne menée dans l'Ouest irakien) qui a tué à Bagdad ce 11 novembre 35 chiïtes (principalement membres des forces de sécurité).

10 novembre :

Le Conseil électoral d'Haïti évince les candidatures pour l'élection présidentielle de deux citoyens haïtiens nés aux États-Unis. Originellement fixée au 20 novembre 2005, l'échéance électorale sera vraisemblablement reportée au mois de décembre.

Le sous-secrétaire d'État pour la diplomatie publique (PD) et les affaires publiques Karen **HUGHES témoigne devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants** (Karen Hughes, Public Diplomacy Testimony, Committee on International Relations, U.S. House of Representatives, 10 novembre 2005, 8 p.). Outre la tactique des "4 E" (Engage, Exchange, Educate et Empower) et une triple initiative pour apprécier la PD en interne (intégrer la PD au DOS, relancer le processus de communications stratégiques interagences et revaloriser la carrière dans la PD au sein du DOS), Mme HUGHES formule les trois impératifs stratégiques qui doivent guider la PD américaine face au défi global et générationnel auquel sont confrontés les États-Unis qui n'est autre qu'une "compétition des idées et des valeurs" :

- ▶ 1. les États-Unis doivent proposer au monde une vision d'espoir et d'opportunité (procédés : promotions des libertés d'expression, d'assemblée, de culte, etc.)
- ▶ 2. les États-Unis doivent isoler et marginaliser les extrémistes violents et saper leur effort pour instrumentaliser la religion aux fins de rationaliser le terrorisme (procédés : formuler clairement que le terrorisme est inacceptable quelque en soit la cause et qu'il ne discrimine pas selon la nationalité, l'ethnie ou la religion)
- ▶ 3. les États-Unis doivent nourrir un sens des intérêts communs et des valeurs communes entre les Américains et les autres peuples (procédés : éducation, sécurité et opportunités économiques)

Après la déclaration du sénateur démocrate Edward M. **KENNEDY** selon laquelle le président George W. **BUSH** aurait "exagéré la menace posée au peuple américain" lors de la "marche à la guerre", le conseiller pour la sécurité nationale Stephen J. **HADLEY réagit à l'ample charge démocrate** (imputant à l'administration républicaine l'instrumentalisation du renseignement pour justifier le déclenchement d'OIF) **en affirmant que la communauté américaine du renseignement avait compilé un dossier probant sur les armes de destruction massive** réputées détenues par le président Saddam **HUSSEIN** en en dénonçant la vacuité des attaques de ceux qui au Congrès avait voté le recours à la force armée en 2002.

Récusant l'utilisation volontaire de sources erratiques, d'informations partielles et d'analyses non fiables, M. **HADLEY** soutient que le jugement de l'administration sur la menace irakienne représentait alors la perception collective – et transpartisane – de la communauté américaine du renseignement et reflétait la volonté du président de protéger de bonne foi les citoyens américains.

Le Sénat exige du pouvoir exécutif un compte-rendu classifié sur l'existence d'un réseau de centres de détention secrets disséminés dans huit pays par lequel la **CIA** dissimule et externalise depuis le 11/09 la détention et l'interrogation d'individus suspectés de terrorisme et d'appartenance à al-Qaida.

Des centaines de manifestants jordaniens dénoncent Abou Moussab AL-ZARQAWI qui a revendiqué les attentats-suicides du 9 novembre 2005 (en réponse à la "conspiration contre les sunnites dont le sang et l'honneur furent répandus par les croisés et les chiïtes" et parce que les hôtels ciblés étaient les "lieux favoris pour le travail des organes de renseignement"), confirmant que le leader d'al-Qaida en Irak semble s'aliéner – plutôt que mobiliser – une partie des masses musulmanes.

Un **attentat-suicide dans un restaurant à Bagdad**, revendiqué par le groupe terroriste al-Qaida en Irak, tue 35 personnes.

Dans un discours à l'*American Enterprise Institute* (John McCain, "Winning the War in Iraq", American Enterprise Institute, 10 novembre 2005, 10 p.), le sénateur républicain et membre de la Commission des forces armées John **McCain exhorte l'administration BUSH à changer la conduite de l'OIF**. A *contrario* du retrait graduel des troupes souhaité par de nombreux démocrates et républicains, il préconise pour affronter efficacement l'insurrection l'allocation de troupes, de ressources et de temps supplémentaires, *i.e.* un engagement accru.

Adaptant la stratégie "de la tâche d'huile" (sécurisation graduelle) en trois étapes – nettoyer (les zones insurgées), sécuriser (les zones reprises) et construire (des institutions nationales irakiennes durables) – formulée par le secrétaire d'État en octobre 2005, l'ancien candidat à la primaire républicaine pour l'élection présidentielle de 2000 formule cinq principales recommandations :

- ▶ l'adoption d'une stratégie militaire de contre-insurrection
- ▶ la réduction de la rotation des hauts responsables en Irak afin de pouvoir capitaliser sur l'expérience acquise
- ▶ le renforcement de la loyauté des forces armées irakiennes
- ▶ l'exercice d'une pression sur la Syrie pour qu'elle étanchéifie l'axe de pénétration syro-irakien des jihadistes étrangers
- ▶ la remobilisation du soutien de l'opinion publique à l'intervention militaire

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne élaborent en vue de la prochaine réunion de l'AIEA (24 novembre 2005) un **projet de résolution qui autoriserait l'Iran à conserver une partie de son programme de production nucléaire civile** (la conversion de l'uranium) en contrepartie de l'externalisation en Russie de l'étape de l'enrichissement de l'uranium (purification de l'uranium afin qu'il serve de carburant/combustible).

Le groupe terroriste al-Qaida en Irak dirigé par le jordanien Abou Moussab **AL-ZARQAWI revendique la perpétration des trois attentats-suicides** qui ont tué 57 personnes (hormis 6 Irakiens, 2 Bahreïnais, 2 Chinois, 1 Saoudien, 1 Américain et 1 Indonésien, les victimes sont jordaniennes) et en ont blessé 96 le 9.11.05 dans la capitale jordanienne Amman.

L'Irak n'est donc plus seulement un aimant ("importateur net") pour le jihadisme terroriste international de type al-Qaida mais également un pas de tir ("exportateur") comme l'était l'Afghanistan des Talibans, c'est-à-dire une base arrière où les jihadistes étrangers s'entraînent et planifient les opérations et d'où ils lancent les attaques.

La stratégie mise en œuvre par M. AL-ZARQAWI poursuit un double objectif organisationnel et personnel :

- ▶ organisationnel : étendre l'insurrection irakienne pour la convertir en un conflit régional (l'influence d'al-Qaida en Irak s'exerce d'ores et déjà en Syrie, au Liban, en Arabie Saoudite et en Iran)

- ▶ personnel : démontrer son indépendance par rapport au leadership d'al-Qaida transnational (avec lequel il converge sur la fin stratégique – établir un califat au Moyen-Orient – mais diverge sur les moyens tactiques – terrorisme indiscriminé contre les civils y compris musulmans chiites) afin de remplacer à terme Oussama BEN LADEN comme icône charismatique du mouvement

Les États-Unis déclarent à l'occasion de la 2^{ème} journée de la 4^{ème} session des *Six-Party Talks* (consacrée à la négociation des modalités concrètes – procédure de démantèlement et moyens de vérification extérieurs – de mise en œuvre de l'accord conclu le 19 septembre 2005 par les membres des *Six-Party Talks*) que **la Corée du Nord doit immédiatement interrompre son programme d'armes nucléaires afin de convaincre de son engagement.**

9 novembre :

Créée en 2000 pour examiner les conséquences sur la sécurité nationale des États-Unis des liens économiques américano-chinois, **la Commission du Congrès États-Unis–Chine conclut son rapport annuel** en considérant que les États-Unis négligent deux domaines (la préparation pour répondre rapidement à un conflit entre la Chine et l'île rebelle dans le détroit de Taiwan et une stratégie globale cohérente pour encadrer l'émergence chinoise) et que la conjugaison de la "politique d'ambiguïté stratégique" américaine et de l'apathie taiwanaise devant la modernisation militaire de la *People's Liberation Army* signale à la Chine continentale les faiblesses et ambivalences du couple États-Unis–Taiwan.

Trois attentats-suicides simultanés dans des hôtels de la capitale jordanienne Ammam appartenant à des compagnies américaines tuent 57 personnes et en blessent plus de 300.

La Jordanie est une cible privilégiée du radicalisme terroriste pour trois raisons :

- ▶ elle est alliée des États-Unis dans la *GWOT* et sert notamment de base arrière pour l'*OIF*
- ▶ elle a signé un accord de paix avec Israël
- ▶ elle emprisonna de 1996 à 1999 son ressortissant et leader d'al-Qaida en Irak Abou Moussab AL-ZARQAWI

Les deux principaux prétendants chiites au poste de Premier ministre après les élections législatives irakiennes du 15 décembre 2005 – l'homme politique **Ahmad CHALABI** et le vice-président irakien **Adel Abdul MAHDI** – **consultent simultanément (et concurrentement) à Washington les responsables de l'administration BUSH** sur l'après élection (notamment la création de bases militaires américaines permanentes et le découpage des régions irakiennes).

Plusieurs milliers de manifestants protestent en Azerbaïdjan contre les résultats des élections législatives du 6 novembre 2005 (63 sièges/125 remportés par le parti présidentiel *Yeni Azerbaijan Party*, 52 sièges pour les partis indépendants, 10 sièges pour l'opposition) en appelant à la démission du gouvernement.

Sa faible organisation (quoique désormais unie dans le *Democratic Front*) de même que la loyauté au régime des partis indépendants ainsi que des forces de sécurité réduisent cependant les chances pour l'opposition d'obtenir satisfaction.

Le Vietnam récuse sa mention dans le rapport du DOS incriminant les "pays particulièrement préoccupant en matière de liberté religieuse" aux côtés de la Chine, de la Corée du Nord et de la Birmanie.

Le négociateur en chef américain Christopher HILL réaffirme à l'occasion de la reprise des *Six Party-Talks* sur le programme nucléaire nord-coréen la position des États-Unis posant le **préalable du désarmement, de la réintégration du Traité de Non Prolifération et des inspections à la coopération nucléaire civile** (*Light-Water Reactors*).

Aux prises avec les émergences de la Chine et de l'Inde, l'affirmation du Japon, la dérive de l'Europe, le déclin de la Russie et les envers de la mondialisation qui posent une menace à la sécurité des États-Unis (terrorisme, prolifération, pandémie, protectionnisme et changement climatique), Richard N. HAASS **préconise une politique étrangère à la fois post-guerre froide et post-11/09 d'intégration** c'est-à-dire de coopération avec les puissances mondiales en vue d'accords internationaux et d'actions collectives efficaces (Richard N. Haass, "In Search of a foreign policy. Don't alienate. Integrate", *International Herald Tribune*, 9 novembre 2005, p. 9).

Une politique étrangère d'intégration impliquerait de forger des partenariats avec la Chine et la Russie, d'accepter le statut nucléaire de l'Inde, d'accueillir un Japon revendicatif, d'encourager une Europe active et capable, d'offrir à la Corée du Nord et à l'Iran des garanties de sécurité et des incitations individuelles politiques et économiques en l'échange de la renonciation à leurs programmes d'armes nucléaires, de poser enfin l'équation diplomatique par laquelle tout gouvernement soutenant le terrorisme ou le génocide perd *ipso facto* ses droits souverains.

Si l'ancien directeur de la planification politique au *DOS* (2001-2003) et actuel président du *Council on Foreign Relations* (CFR) reconnaît que l'administration BUSH "pragmatise" et "multilatéralise" graduellement sa politique étrangère, il souligne qu'elle y est contrainte par la réalité et notamment (ainsi que paradoxalement) par la "guerre de choix" qu'est *OIF*.

8 novembre :

Le quotidien *The Boston Globe* (Farah Stockman, Thanassis Cambanis, "U.S. severs most contacts with Syria, officials say Washington debate reported over idea of regime change", *The Boston Globe*, 8 novembre 2005) "révèle" l'existence d'un **"actif débat" parmi les responsables de l'administration BUSH sur l'objectif la politique syrienne des États-Unis** dont les termes sont :

- ▶ "policy change" (l'inflexion des attitudes du gouvernement de Bachar AL ASSAD) ...
- ▶ ... ou "regime change" (l'éviction puis le remplacement du gouvernement de M. ASSAD)?

Si l'administration BUSH a d'ores et déjà rompu la plupart des contacts avec le gouvernement syrien, plusieurs facteurs incitent – *a contrario* du scénario irakien – à la retenue :

- ▶ les moindres contraintes calendaires
- ▶ l'absence d'alternative politique crédible au sein de l'opposition syrienne (si ce n'est l'opposition islamiste anti-américaine)
- ▶ la recherche du soutien de la communauté internationale (les États-Unis sont désormais convaincus que l'efficacité des résolutions du CSNU est renforcée par leur légitimité c'est-à-dire l'unanimité)
- ▶ les effets imprévus et non voulus sur la scène irakienne
- ▶ la mobilisation des forces armées américaines en Irak

Le CSNU vote à l'unanimité la résolution 1637 proposée par les États-Unis (co-sponsorisée par la Grande-Bretagne, le Danemark, la Roumanie et le Japon) prorogeant pour un an à partir du 31 décembre 2005 le **mandat de la force internationale** (179 000 hommes dont 157 000 Américains) **déployée en Irak**.

Le principal argument du vote de la résolution avant les élections législatives irakiennes du 15 décembre 2005 était de décharger le futur gouvernement du fardeau consistant à solliciter la continuation de la présence de troupes étrangères sur le territoire souverain irakien.

L'Assemblée générale des Nations Unies vote (182 voix contre 4) pour la 14^{ème} année consécutive une **résolution exhortant les États-Unis à mettre un terme à leur embargo commercial contre Cuba** instauré en 1961 (44 ans).

Les leaders républicains du Congrès demande que soit menée une enquête conjointe Chambre des Représentants / Sénat sur la révélation au *Washington Post* d'informations classifiées détaillant le réseau de centres de détention secrets utilisé par la CIA pour dissimuler et externaliser depuis le 11/09 la détention et l'interrogation d'individus suspectés de terrorisme et d'appartenance à al-Qaida (Dana Priest, "CIA Holds Terror Suspects in Secrets Prisons, *The Washington Post*, 2 novembre 2005, p. A 01).

Le sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques Nicholas **BURNS déclare que les États-Unis conditionne l'entrée de la Serbie-et-Monténégro au sein de l'OTAN à la résolution de la problématique du statut de la province serbe du Kosovo** sous administration internationale depuis le 10 juin 1999 (résolution 1244 du CSNU).

Après l'assassinat d'un deuxième avocat de l'ancien dirigeant irakien **Saddam HUSSEIN**, ses conseillers juridiques demande le transfert du procès à l'étranger.

La police australienne chargée du contre-terrorisme arrête 17 hommes suspectés de fomenter un attentat terroriste.

Le ministre kirghize des Affaires étrangères – Alikbek **JEKSHENKULOV** – **annonce un accord préliminaire avec les États-Unis sur les conditions d'utilisation de la base aérienne de Manas**.

La médiation du secrétaire d'État adjoint Robert **ZOELLICK au Soudan échoue à agréer la rébellion morcelée du Darfour** (Sud majoritairement non musulman) qui doit tenir fin novembre 2005 des négociations de paix avec le gouvernement central soudanais (Nord majoritairement musulman).

Alors que le respect du cessez-le-feu conditionnera le soutien de la communauté internationale à la rébellion du Darfour, le leadership du principal groupe rebelle SLM (*Sudan Liberation Movement*) continue de se disputer sa présidence.

La chaîne satellitaire italienne RAI diffuse un **documentaire intitulé "Falloudjah : le massacre caché" accusant l'armée américaine d'avoir utilisé des armes chimiques** (phosphore blanc et napalm MK77) contre la population civile lors d'un bombardement de la ville irakienne en novembre 2004.

Le négociateur en chef iranien et secrétaire du Conseil suprême pour la sécurité nationale – Ari **LARIJANI** – **déclare que les menaces de déférer le dossier du**

nucléaire iranien devant le CSNU ne dissuaderont pas l'Iran d'exercer son droit légitime au nucléaire civil.

7 novembre :

Alors qu'il est aux prises avec des difficultés domestiques (hyperinflation, pénuries diverses) et une isolation internationale croissantes, **le gouvernement du Zimbabwe menace d'expulser l'ambassadeur américain Christopher W. DELL** pour ses propos tenus en octobre 2005 accusant le président Robert MUGABE de corruption et gestion dysfonctionnelle.

Le porte-parole du DOS Adam ERELI confirme cependant que les propos critiques tenus par l'ambassadeur américain contre le président du Zimbabwe "reflètent très justement et précisément la politique des États-Unis".

Les observateurs internationaux de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) déclarent le **déroulement de l'élection législative en Azerbaïdjan (6 novembre 2005) non conforme aux standards internationaux** (répression des manifestations avant l'élection, fraudes pendant).

Si la non reconnaissance de la légitimité internationale renforce la détermination de l'opposition politique à organiser d'importantes manifestations en vue de la suspension des résultats, quatre facteurs travaillent néanmoins au maintien du régime en place :

- ▶ le morcellement de l'opposition
- ▶ le maillage policier
- ▶ la loyauté au régime des forces de l'ordre
- ▶ le temps (l'absence de réaction immédiate condamne la remise en cause possible des résultats)

Alors que le président George W. BUSH avait subordonné la qualité de la relation bilatérale américano-azerbaïdjanaise à la nature du processus électoral, l'administration américaine doit désormais trouver un équilibre délicat entre ses intérêts géo-stratégiques / géo-énergétiques et son engagement pour la promotion de la démocratie. Le porte-parole adjoint du secrétaire d'État Adam ERELI déclare que les graves irrégularités et fraudes constatées doivent faire l'objet d'une enquête immédiate menée par le gouvernement selon les lois, institutions et règles électorales de l'Azerbaïdjan.

Alors que les sénateurs démocrates de la *Senate Select Committee on Intelligence* – notamment son vice-président démocrate John D. ROCKFELLER – exigent que la Chambre haute puisse user de ses pouvoirs d'assignation (*subpoena powers*) pour entendre les responsables de l'administration sur l'**utilisation du renseignement en 2002-2003 pour justifier le déclenchement de l'OIF**, le *Minority Leader* Harry REID déclare que l'administration doit être disposée à révéler d'importants documents à la Commission du Renseignement.

En acceptant de statuer sur l'appel de Salim Ahmed HAMDAN risquant d'être jugé par un tribunal militaire pour avoir été garde du corps et chauffeur d'Oussama BEN LADEN, **la Cour suprême se prononcera sur le point de droit consistant à savoir si le président des États-Unis est habilité à créer des tribunaux militaires** pour juger les prisonniers accusés de crimes de guerre.

Le **DOS publie une liste inchangée des États qui ne respectent pas les libertés religieuses** sans y intégrer – en dépit des demandes d'organisations de défense des droits de l'homme – l'Ouzbékistan.

Le **DOS dénonce les peines de prison prononcées en Birmanie** contre huit leaders politiques de l'opposition dont le président de *United Nationalities Alliance* (coalition de partis démocrates ethniques).

Le président George W. BUSH en visite au Panama assure (George W. BUSH, *President Bush Meets with President Torrijos of Panama*, Casa Amarilla, Panama City, Panama, 7 novembre 2005) que **les États-Unis s'acquittent agressivement de leur obligation de protéger les citoyens américains mais dans le respect de la loi**, sans torturer.

Après l'assignation par le chef de la Commission d'enquête internationale indépendante – Detlev MEHLIS – de six officiers de haut rang du renseignement syrien pour interrogatoire [parmi lesquels le beau-frère du président Bachar AL-ASSAD directeur du renseignement militaire (le général Assef SHAWKAH), l'ancien chef du renseignement intérieur (le major général Bahjat SULEIMAN) et le chef du renseignement syrien au Liban (le lieutenant général Rustam GHAZALE)], l'assistante du Secrétaire d'État adjoint pour les affaires du Proche-Orient – Elizabeth DIBBLE – **déclare que la balle est désormais dans le camp syrien dont il est attendu une pleine coopération avec la Commission d'Enquête Internationale Indépendante** menée par M. MEHLIS.

Le secrétaire du Trésor John SNOW **entame une visite de quatre jours en Inde** ayant vocation à engager la "première démocratie du monde" sur la voie de certaines réformes économiques, notamment la propriété étrangère dans le secteur tertiaire alors que la croissance des services indiens (population éduquée bon marché) multiplie les délocalisations des États-Unis vers l'Inde.

Le chroniqueur du *Washington Post* Jackson DIEHL ("Reselling the Wars. Are Troop Withdrawals the Price for Further Commitment in Afghanistan and Iraq?", *The Washington Post*, p. A 21, 7 novembre 2005) interprète les récentes visites simultanées à Washington des ambassadeurs américains en Irak (Zalmay KHALILZAD) et en Afghanistan (Ronald NEUMANN) comme destinées à **remobiliser le soutien de l'administration BUSH et de l'opinion publique américaine pour les nouvelles stratégies politico-militaires mises en œuvre (politisation d'OIF et d'OEF) et enfin considérées comme efficaces.**

A contrario des vœux de la majorité de l'opinion publique américaine dont le soutien aux deux interventions extérieures s'érode, l'investissement américain en Irak et en Afghanistan doit être compris à long terme (plusieurs années) : c'est pourquoi M. KHALILZAD recommande paradoxalement un retrait graduel des troupes américaines afin de désamorcer les critiques des opérations tout en octroyant une marge de manœuvre calendaire supplémentaire.

Les 25 ministres des Affaires étrangères de l'UE révisent leur politique d'engagement avec l'Iran à l'aune de deux intentions iraniennes négatives : la volonté de l'Iran de reprendre son programme nucléaire et les remarques présidentielles appelant le 26 octobre 2005 à "effacer Israël de la carte". Ils réaffirment exiger de l'Iran qu'il se conforme à la résolution internationale de l'IAEA (24 septembre 2005) – prescrivant le gel des activités nucléaires sensibles (conversion et enrichissement) – tout en étudiant la nouvelle offre formulée le 6 novembre 2005 par le négociateur en chef iranien et secrétaire du Conseil suprême pour la sécurité nationale – Ali LARIJANI – visant à la reprise des négociations interrompues en août suite à la reprise de la conversion d'uranium.

La révision de la politique d'engagement européenne exhorte également l'Iran à lever les sanctions commerciales prises en octobre 2005 contre la seule Grande-Bretagne.

6 novembre :

Le président George W. BUSH en visite au Brésil déclare (George W. Bush, *President Bush Discusses Democracy into Western Hemisphere*, Blue Tree Park Hotel, Brasilia, Brésil, 6 novembre 2005) que la promotion de la justice sociale pour les Amériques implique de choisir entre deux vœux concurrents pour la démocratie, sa consolidation (gouvernement représentatif et intégration au sein de la communauté internationale) ou sa régression (mobilisation par la peur et recherche de boucs émissaires), et identifie les **trois piliers de la réalisation de la justice sociale pour les Amériques** :

- ▶ la consolidation de la démocratie et de l'État de droit (car la liberté constitue *in fine* la clef de voûte de l'édifice social)
- ▶ le combat contre la pauvreté (*Millenium Challenge Account*) et la maladie (*Global Fund for HIV/AIDS*)
- ▶ la garantie de la sûreté et de la sécurité (lutte contre le terrorisme, le narco-terrorisme et la criminalité organisée)

M. BUSH pense qu'un **progrès dans les négociations du projet de zone de libre-échange des Amériques est subordonné** à la conclusion d'un accord sur l'agriculture lors du cycle de négociations de l'OMC dit de Doha (qui reprend à Hong-Kong en décembre 2005) qui lèverait l'opposition des États américains dissidents subordonnant les négociations du *FTAA* au dénouement du "nœud agricole" (*Farm Bill* et PAC). Il rappelle premièrement que la Banque Mondiale évalue à 300 millions le nombre d'individus que la réussite du cycle de Doha sortirait de la pauvreté et deuxièmement que les États-Unis s'engagent à réduire immédiatement les subventions à l'agriculture ainsi que les droits de douanes sur les importations agricoles avant de les éliminer complètement d'ici 15 ans.

Si M. BUSH continue de conditionner la baisse des subventions agricoles américaines à une démarche identique de l'UE, la pression des industriels latino-américains pourrait débloquer le dossier du *FTAA* : M. LULA DA SILVA subit par exemple la pression des industriels brésiliens favorables au renforcement des liens commerciaux avec leur deuxième partenaire commercial après l'UE (les États-Unis achètent 21% des 96 Md\$ d'exportations brésiliennes soit 20,4 Md\$ contre 24,2 Md\$ pour l'UE).

Le parti présidentiel azerbaïdjanais en place (*Yeni Azerbaijan Party*) revendique la victoire aux **élections législatives en Azerbaïdjan** (75 sièges sur 125 avant les élections ; 56 désormais, 58 pour les candidats indépendants des petits partis et 5 pour le *Freedom Bloc*), résultat confirmé par le chef de la Commission électorale centrale. Le président Ilham ALIYEV déclare que la campagne a été un succès au cours duquel tous les candidats ont bénéficié de conditions égales.

La probabilité de troubles *post*-électorales sur le modèle des "révolutions colorées" de l'espace *post*-soviétique est d'autant moins élevée que l'opposition politique n'ose compter sur le soutien de pays occidentaux ayant intérêt à la stabilité car misant sur les ressources énergétiques du bassin caspien.

Le déroulement des élections législatives en Azerbaïdjan conformément aux standards internationaux doit déterminer l'élévation de la relation bilatérale américano-azerbaïdjanaise au niveau d'un partenariat stratégique et non seulement tactique. L'Azerbaïdjan représente quatre principaux intérêts pour les États-Unis :

- ▶ une stratégie énergétique régionale : les ressources énergétiques (pétrolières) de la Mer Caspienne désormais drainées par l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) sont les plus importantes hors Golfe arabo-persique (1 million de barils/jour en 2008)

- ▶ un partenariat sécuritaire stratégique : la position de carrefour entre l'UE élargie (à l'Ouest), la Russie/le Caucase du Sud (au Nord) et l'Iran (au Sud) font de l'Azerbaïdjan un verrou géopolitique
- ▶ un modèle de modération : la libéralisation par la réforme graduelle d'un État sociologiquement musulman mais politiquement séculier constitue un exemple pour les républiques musulmanes de l'espace *post*-soviétique
- ▶ un modèle de coopération : l'engagement d'un État sociologiquement musulman dans la *GWOT* constitue un exemple pour le monde musulman

Le secrétaire d'État adjoint Robert **ZOELLICK** est au Soudan pour engager les **rebelles du Darfour et le nouveau gouvernement d'unité nationale sur la voie d'un règlement du conflit** dans la province du Sud (le conflit qui a opposé de 2003 à 2005 la rébellion du Sud majoritairement non musulmane au gouvernement central du Nord majoritairement musulman accusé de s'accaparer le pouvoir et les richesses est qualifié de "génocide du Darfour").

M. ZOELLICK soutient que la mise en œuvre du *Comprehensive Peace Agreement* (notamment le DDR – désarmement, démobilisation et réintégration des ex-combattants – et la définition des frontières internes) doit convaincre les rebelles du Darfour que la paix représente aussi pour eux une ressource politique et économique.

Un consensus bipartisan émerge sur la scène domestique pour reprocher à l'administration BUSH de ne pas contraindre suffisamment le nouveau gouvernement d'unité nationale majoritairement musulman : deux sénateurs démocrates (Richard DURBIN et Jon CORZINE) et deux sénateurs républicains (Mike DeWINE et Sam BROWNBACK) ont écrit une lettre au président sur le "génocide continu" du Darfour en l'exhortant à soutenir l'action de l'Union Africaine.

La **résolution du différend sur les exportations d'armes israéliennes à la Chine** permet aux États-Unis de réadmettre Israël au sein du programme F-35 *Joint Strike Fighter (JSF)* développé par Lockheed Martin Corp.. L'État israélien participe au programme international (États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Turquie, Canada, Australie, Danemark, Norvège et Israël) pour un montant de 50 millions de \$.

L'ancien négociateur pour le processus de paix au Moyen-Orient du président Ronald REAGAN – Richard FAIRBANKS (Richard Fairbanks, "U.S. interest in resolving old conflict", *The Washington Times*, 6 novembre 2005) – considère que **les États-Unis ont intérêt à s'impliquer dans la résolution du conflit israélo-palestinien** car elle leur permettrait de réapprécier une image dégradée par l'imputation de sa non résolution. Il formule pour cela deux principales recommandations :

- ▶ les États-Unis doivent prendre position sur les différents dossiers du conflit, notamment la colonisation israélienne, les actions sécuritaires palestiniennes et l'accès à la Bande de Gaza
- ▶ les États-Unis doivent nommer un émissaire de haut niveau – afin d'impulser continûment une dynamique en faveur de la résolution – qui négocierait au nom des responsables américains sur les thèmes économiques, politiques et sécuritaires (cet émissaire pourrait être l'ancien secrétaire d'État James BAKER, les anciens sénateurs John DANFORTH et Dan NICHOLS ou encore l'ancien ambassadeur Edward DJEREJIAN)

Le journaliste du *Washington Post* David S. BRODER (David S. Broder, "In Ohio, the War Matters Most", *The Washington Post*, 6 novembre 2005, p. B 07) confirme que **le facteur irakien surdétermine au niveau local des États l'approbation de l'action présidentielle.**

Si la perception de l'*OIF* au sein de l'opinion publique américaine est majoritairement négative, le succès des élections parlementaires irakiennes prévues le 15 décembre 2005 – lequel permettrait d'amorcer un retrait graduel des troupes américaines d'Irak – pourrait inverser cette tendance et renforcer l'approbation de l'action de M. BUSH.

5 novembre :

L'armée américaine lance l'*Operation Steel Curtain*, offensive majeure (2 500 soldats américains + 1 000 soldats irakiens) dans la province occidentale d'Anbar près de la frontière irako-syrienne visant à réduire la capacité d'al-Qaida en Irak à faire pénétrer des combattants étrangers, de l'argent et du matériel militaire en lui déniait l'aptitude à opérer dans la vallée de l'Euphrate et en établissant une présence sécuritaire permanente américano-irakienne le long de la frontière irako-syrienne.

Des unités mixtes américano-irakiennes sont employées pour la première fois à grande échelle à six semaines des élections parlementaires du 15 décembre 2005 qui pourraient amorcer le retrait graduel des forces armées américaines d'Irak.

Le président George W. **BUSH** quitte le **Sommet des Amériques avant son terme et sans être parvenu à conclure un accord sur la reprise des négociations du *Free Trade Area of Americas* (FTAA)**. Si 29 des 34 chefs d'États réunis souhaitent la reprise des négociations afin d'apporter des correctifs au projet de zone de libre-échange, cinq d'entre eux (l'argentin Nestor KIRCHNER, le brésilien Luiz Inacio LULA DA SILVA, le paraguayen Nicanor DUARTE, l'uruguayen Tabere VASQUEZ et le vénézuélien Hugo CHAVEZ) considèrent que les conditions pour la reprise des pourparlers (notamment la diminution des subventions agricoles, la protection des petites économies défavorisées par la compétition et l'inflexion de la politique étrangère américaine perçue comme unilatéraliste) ne sont pas réunies.

Ces cinq États dissidents subordonnent désormais les négociations du FTAA aux décisions qui seront prises lors du cycle de négociations de l'OMC dit de Doha qui se tient en décembre 2005 à Hong-Kong.

Les **États africains producteurs de coton** renouvellent (exigence permanente depuis l'échec du cycle de négociations de Doha à Cancun le 14 septembre 2003) auprès du représentant pour le commerce américain Rob PORTMAN leur demande pour que les États-Unis baissent leurs subventions cotonnières dépréciatives des prix.

Les États-Unis maintiennent leur double proposition :

- ▶ réduire les subventions à la production de 60%
- ▶ réduire les droits de douanes sur le coton de 55% à 90%

Le journaliste Roger COHEN (Roger Cohen, "Iran's Behavior Offers Test for World's Mettle", *International Herald Tribune*, 5 novembre 2005, p. 2) avance quatre **facteurs explicatifs de la posture américaine désormais pragmatique face à un Iran membre de "l'axe du mal"** dont le président radical Mahmoud AHMADINEJAD veut faire l'épicentre de la résistance islamique à l'occidentalisation du Moyen-Orient. Ces quatre facteurs recouvrent une incapacité, deux dépendances et une initiative :

- ▶ incapacité : l'*OIF* mobilise et fixe les capacités militaires américaines en Irak
- ▶ dépendance 1 : dépendance par rapport à l'influence iranienne sur les chiïtes irakiens
- ▶ dépendance 2 : dépendance énergétique par rapport au pétrole iranien
- ▶ initiative : emprise croissante au sein du *DOS* de "l'école de l'engagement multilatéral" menée par Condoleezza RICE

Le sénateur républicain Chuck **HAGEL** déclare que la guerre en Irak peut encore être remportée – si la victoire est définie comme instaurer une nation irakienne "libre, indépendante et autogouvernée" – à condition que les États-Unis renouent avec une diplomatie multilatérale et qu'ils transforment la problématique irakienne de pierre d'achoppement décomposant les relations bilatérales en vecteur de leur recomposition.

Le chef de la Commission d'enquête internationale indépendante Detlev **MEHLIS** assigne six officiers de haut rang du renseignement syrien pour interrogatoire, parmi lesquels le beau-frère du président Bachar AL-ASSAD directeur du renseignement militaire (le général Assef SHAWKAH), l'ancien chef du renseignement intérieur (le major général Bahjat SULEIMAN) et le chef du renseignement syrien au Liban (le lieutenant général Rustam GHAZALE).

4 novembre :

La Directive 3115.09 signée par les autorités du DOD et intitulée "DoD Intelligence Interrogations, Detainee Debriefings, and Tactical Questioning" prohibe les "actes de torture physique ou mentale" et prescrit que les détenus soient traités humainement dans le respect des "lois et politiques applicables".

Trois dispositions doivent assurer le respect de la directive du DOD :

- ▶ les hauts civils et les commandants du DOD sont responsables des activités d'interrogatoire
- ▶ les violations de la directive doivent être rapportées
- ▶ les interrogatoires de prisonniers militaires par la CIA doivent se conformer à la directive du DOD

Réunissant 34 chefs d'États politiquement disparates (de la gauche – Nestor KIRCHNER en Argentine, Luiz Inacio LULA DA SILVA au Brésil, Tabere VASQUEZ en Uruguay – à la droite – Leonel FERNANDEZ en République dominicaine, Oscar BERGER au Guatemala – en passant par les proches des États-Unis – Alvaro URIBE en Colombie et Nicanor DUARTE au Paraguay) autour du triple thème du combat contre la pauvreté, de la création d'emplois et de la consolidation de la démocratie, le **Sommet des Amériques** quadriennal qui se tient en Argentine (Mar del Plata) les 4-5 novembre 2005 est marqué par le "*clash of visions*" entre le socialisme étatique de M. CHAVEZ et le capitalisme entrepreneurial de M. BUSH. Trois dossiers sont autant d'entraves à sa réussite : la persistance des subventions agricoles (*Farm Bill*), la légitimité contestée des ressorts de la politique étrangère américaine et les liens concurrentiels noués par les États centro- et latino-américains avec des contreponds extra-hémisphériques aux États-Unis (Chine et UE).

M. BUSH travaille principalement à réapprécier une image américaine dégradée auprès d'État dont les opinions publiques restent sceptiques sur les négociations menées par les États-Unis pour la FTAA (*Free Trade Area of the Americas*), à l'entrée en vigueur de laquelle continuent de s'opposer l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela (la FTAA aurait du entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2005). Le président mexicain Vicente FOX prétend toutefois que 29 des 34 États de l'hémisphère occidental sont prêts à adopter un accord de libre-échange n'incluant pas les cinq dissidents.

Le commandant des troupes britanniques stationnées dans le Sud-Est irakien – le major Jim B. DUTTON – déclare devant le DOD que la technologie, les matériels et le savoir-faire utilisés pour la fabrication des bombes artisanales employées contre la coalition pénètrent en Irak via l'Iran (les "*Improvised Explosive Devices*" ou "*roadside bombs*" sont la première cause de mortalité des soldats en Irak). Si ce dernier est la source des transferts de technologie en matière d'explosifs, le commandant

britannique ignore en revanche s'il s'agit d'une politique publique impulsée et contrôlée par le gouvernement iranien, d'initiatives privées d'individus ayant intérêt au transfert d'armes ou encore d'une coproduction entre acteurs publics et privés iraniens.

Le sénateur démocrate Carl M. LEVIN révèle que la *Defense Intelligence Agency (DIA)* mettait en cause dès février 2002 (DIA, "Defense Intelligence Terrorist Summary", février 2002, transmis à la Maison-Blanche) la **pertinence du témoignage du formateur militaire d'al-Qaida** (le libyen Ibn al-Shaykh AL-LIBI) – selon lequel des terroristes avaient suivi en Irak une formation à l'emploi d'armes chimiques et biologiques – sur lequel l'administration BUSH fonda son argumentaire – connecter l'intervention en Irak à la *GWOT* (George W. Bush, *Speech to the Nation*, Cincinnati, Ohio, 7 octobre 2002) – pour déclencher l'*OIF*.

L'ancien secrétaire d'État et conseiller pour la sécurité nationale des présidents Richard NIXON puis Gerald FORD – Henry KISSINGER – **formule trois mises en garde** lors d'un discours aux responsables de l'OTAN : le retrait prématuré des troupes américaines d'Irak enhardirait insurgés comme terroristes et déstabiliserait le Moyen-Orient ; l'acquisition par l'Iran de l'arme atomique lui permettrait de poursuivre son parrainage du terrorisme à l'abri de la dissuasion nucléaire ; enfin l'administration américaine (dont il soutient la politique irakienne) doit endiguer l'impatience de l'opinion publique et de ses représentants du Congrès afin de conduire l'*OIF* à son terme.

L'ambassadeur syrien à Londres déclare que **la Syrie laissera les enquêteurs des Nations Unies interroger seuls les responsables syriens** dans un lieu de leur choix.

Le secrétaire général de l'ONU Kofi ANNAN **annule son voyage en Iran** suite aux propos tenus le 26 octobre 2005 par le président iranien Mahmoud AHMANIDEJAD appelant à "effacer Israël de la carte".

3 novembre :

1. Tandis qu'elle renforce la position du sénateur républicain John MCCAIN auteur d'un amendement (adopté par 90 sénateurs contre 9 en octobre 2005) proscrivant le traitement "cruel et inhumain" des prisonniers détenus dans les prisons américaines, la **"révélation" du *Washington Post*** (Dana Priest, "CIA Holds Terror Suspects in Secrets Prisons, *The Washington Post*, 2 novembre 2005, p. A 01) provoque de nombreuses réactions :

- ▶ le sénateur démocrate John P. MURTHA recommande au Congrès américain de débattre de la question
- ▶ le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autre traitement ou châtiment cruel, inhumain ou dégradant – Manfred NOWAK – déclare qu'il s'informerait sur ces "*black sites*"
- ▶ le porte-parole de l'UE – Frisco ROSCAM – annonce que la Commission questionnera informellement les gouvernements des 25 États membres quant à la présence de centres de détention sur leur territoire
- ▶ le Conseil de l'Europe confirme qu'il ouvrira une enquête concernant les États liés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que par les conventions contre la torture
- ▶ le Comité International de la Croix Rouge formule une demande d'informations supplémentaires de la part des gouvernements américains et européens
- ▶ neuf États (Arménie, Bulgarie, Hongrie, Géorgie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie et Thaïlande) – dont deux suspectés en Europe (Pologne et Roumanie) – déclarent ne pas détenir sur leur territoire d'aménagements carcéraux secrets.

2. Le directeur du renseignement italien – Nicolo POLLARI – identifie l'ancien espion nommé Rocco MARTINO comme étant à l'origine de la dissémination de l'information fabriquée et erronée (mentionnée par le président George W. BUSH dans son *State of the Union Address* du 28 janvier 2003) selon laquelle l'Irak avait tenté d'acheter de l'**uranium enrichi (yellowcake) au Niger** pour la réalisation d'un programme nucléaire. M. MARTINO aurait obtenu le matériel pour la fabrication et le maquillage des documents incriminés grâce à un contact à l'ambassade du Niger de Rome.

3. L'ancien président **Jimmy CARTER** (1977-1981) annonce la publication d'un ouvrage critique de l'administration BUSH (*Our Endangered Values: America's Moral Crisis*) à laquelle il reproche l'emploi de moyens fallacieux pour livrer une guerre décidée avant l'élection de 2000 ainsi que le mariage nocif entre l'Église et l'État, la religion et la politique.

Le promoteur des droits de l'homme concède toutefois que le retrait des troupes américaines d'Irak serait désormais une erreur.

2 novembre :

1. Le quotidien *The Washington Post* (Dana Priest, "CIA Holds Terror Suspects in Secrets Prisons, *The Washington Post*, 2 novembre 2005, p. A 01) confirme l'information selon laquelle **la CIA dissimule et externalise depuis le 11/09 la détention et l'interrogation d'individus suspectés de terrorisme** et d'appartenance à al-Qaida au moyen d'un réseau de centres de détention secrets disséminés dans huit pays (l'Afghanistan, la Thaïlande et "deux démocraties d'Europe de l'Est" sont mentionnés).

2. Le sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques Nicholas BURNS (Nicholas Burns, "Hearing on U.S.-India Civil Nuclear Cooperation Initiative", *Remarks as Prepared for the Senate Foreign Relations Committee*, Washington, D.C., 2 novembre 2005) promeut la **coopération nucléaire civile américano-indienne** (fourniture de réacteurs nucléaires civils) – décidée dans le cadre d'un Partenariat Stratégique Global (PSG) par le président américain George W. BUSH et le Premier ministre indien Manmohan SINGH le 18 juillet 2005 – devant les chambres du Congrès afin d'obtenir les modifications législatives permettant le commerce nucléaire civil avec l'Inde (puissance nucléaire *de facto* non membre du TNP).

Parce qu'il relève de l'intérêt national américain de "développer une relation forte et à long terme avec l'Inde au moment où le centre de gravité politique et économique du système international se déplace vers l'Asie", le PSG américano-indien recouvre 10 projets : *Civil Nuclear Cooperation Initiative*, *New Defense Framework* (conclu en juin 2005 en vue d'accroître le commerce de défense, d'améliorer la coopération militaire et de coproduire du matériel militaire), *U.S.-India Global Democracy Initiative*, *U.S.-India Economic Dialogue*, *Energy Dialogue*, *Agricultural Knowledge Initiative*, *Information and Communications Technology Working Group*, *Space Cooperation*, *U.S.-India Disaster Response Initiative* et *U.S.-India HIV/AIDS Partnership*. Les objectifs communs américano-indiens varient effectivement de l'aide à l'établissement des institutions démocratiques dans la région centro-asiatique à la promotion de leurs intérêts communs dans la réforme de l'ONU, en passant par la coopération dans le cadre de la *PSI*, celle pour la paix et la stabilité régionales ou encore la persuasion de l'Iran de reprendre les négociations.

Au-delà des bénéfiques sécuritaires, environnementaux, commerciaux et énergétiques mentionnés par M. BURNS, les États-Unis cherchent à s'allier avec l'Inde afin de "sécuriser" son ascension au statut de grande puissance et mettre en œuvre une stratégie régionale de *balance of power* : contrebalancer la puissance chinoise et empêcher

l'alignement de la Chine, de la Russie et de l'Inde contre les États-Unis (de même qu'un "non-alignement" indien de type guerre froide) par l'alignement avec les États-Unis (la combinaison régionale la plus défavorable serait alors "États-Unis + Inde v. Chine + Russie").

Réalisant un des plus rapides changements de statut en termes de puissance, l'Inde dispose d'une influence globale potentielle pour deux raisons : sa situation géostratégique (intercalée entre la riche ceinture de l'Asie de l'Est et les ressources énergétiques du Moyen-Orient et de l'Asie centrale) et son régime politique (plus grande démocratie au monde avant les États-Unis). S'y ajoute désormais son partenariat stratégique global avec les États-Unis.

3. Si le régime syrien conteste la résolution 1636 adoptée par le CSNU le 31 octobre 2005, le président Bachar **AL-ASSAD** est cependant **tirailé** entre les considérations domestiques (maintenir le pan intérieur du régime implique de conserver ses éléments indispensables – même responsables de l'assassinat de Rafic HARIRI – donc de s'aliéner la communauté internationale) et les impératifs internationaux (maintenir le pan extérieur du régime implique de coopérer avec la communauté internationale – jusqu'à sanctionner les responsables de l'assassinat de Rafic HARIRI – donc de s'aliéner une partie des clans politiques syriens).

Présenté comme devant "fortifier l'unité nationale", le pardon présidentiel accordé à 190 prisonniers politiques amorce probablement une réforme politique interne.

4. Les États-Unis et la Grande-Bretagne font circuler un projet de résolution pour le CSNU prorogeant pour un an à partir du 31 décembre 2005 le **mandat de la force internationale** (179 000 hommes dont 157 000 Américains) **déployée en Irak**.

Alors que le mandat de la force internationale était renouvelé jusqu'à présent chaque semestre, Russie et Chine pourraient s'y opposer.

5. Plusieurs milliers de manifestants iraniens scandent "mort à l'Amérique" et "mort à Israël" lors de la célébration du **26^{ème} anniversaire de la prise d'otage à l'ambassade américaine de Téhéran** (le 4 novembre 1979, des étudiants militants prenaient 52 diplomates américains en otage pendant 444 jours).

1^{er} novembre :

1. Le mois d'**octobre 2005 porte à 2 026 le nombre de soldats américains morts en Irak** depuis le déclenchement de l'*OIF* en mars 2003 : 4^{ème} mois le plus létal (93 morts) après novembre 2004 (137), avril 2004 (135) et janvier 2005 (106), octobre 2005 est marqué par le nombre record de décès causés par des *IED* (57 sur 93 soit 61%), tendance qui vérifie la sophistication croissante des "*roadside bombs*".

La moyenne mensuelle des pertes humaines américaines en Irak s'élève donc sur 31 mois à 65 morts.

2. Quatre jours avant le Sommet des Amériques quadriennal qui se tiendra en Argentine (Mar del Plata) les 4-5 novembre 2005, le président George W. **BUSH accepte que le Venezuela se dote d'un réacteur nucléaire civil** – nonobstant les frictions de la relation bilatérale américano-vénézuelienne : le président Hugo CHAVEZ accuse les États-Unis d'être responsables de l'exploitation des économies en développement et de la dégradation de l'environnement, d'avoir livré une guerre illégale en Irak et de fomenter l'invasion de la république bolivarienne pour s'emparer de ses champs pétrolifères.

3. Le président George W. **BUSH exhorte le gouvernement du Soudan à faire plus** dans la mise en œuvre de l'accord de paix et la réduction de la violence au Darfour

(prorogation pour un an jusqu'au 3 novembre 2006 de l'*International Emergency Economic Powers Act* relatif à la menace que posent à la sécurité des États-Unis les actions du gouvernement soudanais, *Executive Order* 13067 du 3 novembre 1997) au moment où le législateur américain diminue le financement des troupes africaines de maintien de la paix engagées dans le conflit soudanais.

4. La Chambre des Représentants et le Sénat s'accordent pour voter un crédit de **20,9 Md\$ au titre de l'aide étrangère américaine** accordée aux États qui ont engagé des réformes économiques et démocratiques (le président Bush avait souhaité 23 Md\$) et d'un crédit de 3 Md\$ au titre de la lutte contre le SIDA.

5. Le directeur de l'agence onusienne AIEA – Mohammed EL BARADEI – souligne les **progrès de l'enquête sur le programme nucléaire iranien** et demande à la communauté internationale de patienter avant d'entreprendre une action.

6. Cinq jours après la démission de I. Lewis LIBBY de son double poste de *chief of staff* et *national security advisor* du vice-président Robert D. CHENEY suite à sa mise en examen dans "l'affaire Valerie PLAME", dénonçant les tactiques républicaines dilatoires à l'endroit de la Commission du Renseignement (commission sénatoriale bipartisane) enquêtant sur le thème du renseignement utilisé par le président George W. BUSH pour justifier le déclenchement de l'OIF, **les sénateurs démocrates forcent le Sénat majoritairement républicain à siéger en session fermée (*closed session*)** précisément sur ce thème de l'instrumentalisation du renseignement. Cette initiative démocrate confirme l'érosion du consensus bipartisan qui avait prévalu en matière de politique étrangère depuis 2001.

Après une "phase 1" consacrée à la qualité du renseignement *ante-OIF*, la *Committee on Intelligence* doit entamer la "phase 2" de son enquête qui porte sur quatre thèmes : la manière dont l'administration utilisa le renseignement *ante-OIF*, la présentation par l'administration du renseignement au public, le renseignement *ante-OIF* sur l'après-guerre en Irak, la comparaison des évaluations *ante-* et *post-* guerre sur les ADM irakiennes.

7. Deux anciens responsables de l'administration CLINTON – Daniel BENJAMIN (ancien directeur du contre-terrorisme au *National Security Council* désormais chercheur au *Center for Strategic and International Studies*) et Steven SIMON (ancien responsable du *DOS* au *NSC* désormais analyste à la RAND Corporation) – soutiennent (*The Next Attack: The Failure of the War on Terror And a Blueprint for Getting It Right*, New York, Times Books, 2005, 352 p.) que **les États-Unis sont en train de perdre la GWOT** car le nouveau havre du terrorisme créé en Irak accroît la violence islamique potentielle contre l'Europe et les États-Unis.

L'impasse de la politique étrangère américaine est double : le transfert d'expérience du combat urbain par les terroristes aguerris en Irak se retournera contre les États occidentaux ; la réappréciation de l'image dégradée des États-Unis dans le monde musulman nécessitera des décennies de *public diplomacy*.

8. Considérant d'une part que le "*space Pearl Harbor*" conjecturé par la "Commission Rumsfeld" en 2001 ne constitue toujours pas une menace à court ou moyen terme pour les États-Unis, d'autre part que le développement d'armes spatiales provoquerait une course aux armements et dégraderait l'image déjà unilatéraliste des États-Unis, Michael O'HANLON (Michael O'Hanlon, "Preserving U.S. Dominance While Slowing the Weaponization of Space", Testimony before the House Armed Services Committee for the Committee Defense Review, 1^{er} novembre 2005, 21 p.) recommande que ceux-ci ajournent leur projet d'armement de l'espace (armes anti-satellites, défenses anti-missiles

spatiales et armes d'attaques espace-terre) au profit du **maintien de leur domination sur le spectre militaire conventionnel** (communications, navigation et capacités de renseignement).